

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 21 MARS 1922.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT GÉNÉRAL

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ECONOMIES (2), PAR M. HOUTART.

I.

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

Le Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1922 est présenté dans une forme qui diffère essentiellement de la méthode adoptée pour les propositions budgétaires des exercices 1919, 1920 et 1921.

Vingt projets de loi, au lieu d'un seul, sont présentés aux Chambres (3). Quatorze de ces projets contiennent le Budget des Voies et Moyens et les propositions de crédits pour les services qui relèvent du Budget ordinaire; des projets spéciaux ont pour objet le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires, le Budget des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix, le Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, le Budget des Recettes et des Dépenses de Ravitaillement, enfin le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Une considération d'ordre pratique, jugée dominante en présence des complications et de la gravité de notre situation financière, a déterminé le Gouvernement dans le choix de cette procédure : il s'agit de donner une plus grande latitude aux deux Chambres pour l'examen des divers Budgets. D'une part, ceux-ci, après avoir été examinés et votés par vous, pourront être envoyés sépa-

(1) Budget, n° 24, I à XX.

(2) La Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies est composée de MM. MECHÉLYNCK, président, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

(3) Les Budgets du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics et du Ministère des Sciences et des Arts ont d'abord été soumis au Sénat.

rément au Sénat, sans formalité spéciale. D'autre part, en vertu de l'article 27 de la Constitution révisée, une partie des Budgets a pu être adressée directement au Sénat. Ainsi les deux Chambres se mettront à l'œuvre simultanément et pourront consacrer un temps double à l'étude des lois budgétaires sans retarder la promulgation de celles-ci. Dans les circonstances actuelles, on peut soutenir que cet examen approfondi est le but principal qu'il faut poursuivre, but auprès duquel les autres considérations paraissent secondaires.

Toutefois, dans la Commission du Budget, les esprits se sont montrés fort divisés sur cette question de forme.

A l'avantage décrit ci-dessus, plusieurs membres ont opposé l'inconvénient de régler, par des votes séparés, des questions qui se commandent les unes les autres tellement que toutes devraient être réservées jusqu'à la décision finale à prendre sur l'ensemble. Il faut notamment pouvoir transférer un crédit de l'ordinaire à l'extraordinaire, et réciproquement. Le Budget des Voies et Moyens doit correspondre au total des Budgets de dépenses; et si, pour réaliser l'équilibre, ce total doit être modifié, il ne faut pas que des votes acquis excluent la possibilité d'amendements. Au demeurant, le système du Budget unique ne fait obstacle ni à l'expression d'une opinion touchant un Département ministériel en particulier — puisqu'un vote d'ensemble, par appel nominal, peut suivre l'examen de chacun des tableaux du Budget — ni à l'étude simultanée des propositions budgétaires par les Commissions constituées dans les deux Chambres. Le Budget unique s'impose pour éclairer l'opinion publique, pour fixer clairement les grands traits de la situation financière. Vivement impressionnés par ces considérations, nombreux sont les membres de la Commission qui ne peuvent en principe donner leur adhésion à la formule adoptée pour le Budget de 1922. Ils émettent le vœu que le Gouvernement revienne dès le prochain exercice au système de Budget unique.

A d'autres membres, il semble que les objections soulevées ne relèvent guère que de la théorie. Les deux Chambres abordent l'examen des Budgets dans la conviction acquise par l'expérience des exercices antérieurs et l'examen le plus superficiel des faits que les dépenses dépassent de très loin les recettes normales et que l'équilibre budgétaire ne peut être considéré que comme un idéal lointain. Il s'agit moins de réaliser une balance exacte des recettes et des dépenses — tâche impossible pour longtemps — que de fouiller chaque Budget en particulier pour en exclure tout ce qui n'est pas justifié par un réel besoin : œuvre de temps et d'application à laquelle les deux Chambres doivent concourir, et dont il n'est pas mauvais d'assouplir le cadre. D'autre part, le Gouvernement a pris soin que les Chambres n'abordassent point l'étude des Budgets particuliers sans posséder une vue d'ensemble sur la balance des recettes et des dépenses proposées. C'est le regard fixé sur le résultat général, décrit dans l'Exposé, que l'on devra procéder à l'examen de tous les crédits; la Commission des Finances étant d'ailleurs spécialement chargée de maintenir, dans la mesure du possible, les proportions et la stabilité de l'édifice budgétaire pris dans son ensemble.

S'il est vrai que la forme adoptée par le Gouvernement supprime un acte important de la vie parlementaire, savoir, le vote sur l'ensemble du Budget, les mêmes membres estiment que la signification de ce vote est d'ordre politique

plutôt que financier; un tel vote n'a qu'une portée purement théorique sur l'ensemble des recettes et des dépenses, lesquelles sont virtuellement arrêtées avant cette opération finale.

Pratiquement, le Gouvernement a écarté le reproche le plus sérieux que l'on puisse adresser au système du Budget divisé, en réunissant dans un Exposé général l'ensemble des chiffres qui concourent à la balance et en accompagnant ce tableau de considérations qui embrassent non seulement l'exercice actuel, mais l'avenir des finances de l'État.

Cet exposé a servi de base à l'examen que votre Commission des Finances et des Budgets a entrepris; le rapport général qui vous est présenté à la suite de cette étude s'adaptera aux différentes parties d'un document à la valeur duquel tous rendent hommage.

Enfin, le vœu a été émis par plusieurs de voir le document si important et si complet qu'est le projet de loi budgétaire présenté dans une forme fixe et définitive. Moins de changements, moins de perfectionnements. Au point de vue de la clarté, la permanence de la méthode adoptée importe peut-être plus encore que la qualité même de cette méthode.

Invoquant à l'appui de la forme nouvellement adoptée l'inconvénient des retards que le système du Budget unique impose au vote définitif de la loi budgétaire, le Gouvernement nous a rappelé que cette loi doit être promulguée le 1^{er} janvier au plus tard. On peut se demander si, à peine de perpétuer le recours aux douzièmes provisoires, le moment n'est pas venu d'adopter une mesure radicale.

En vertu de l'article 2 de la loi de 1846 sur la comptabilité de l'État, le Budget devait être présenté le 1^{er} mars de l'année antérieure à l'exercice qu'il s'agissait de régler : disposition qui parut bientôt impraticable. Une loi du 24 juillet 1900 retarda jusqu'au 31 octobre la distribution du projet du Budget aux membres de la Chambre. Ce palliatif n'évita ni les crédits provisoires, ni les crédits supplémentaires. On ne peut douter que même si le Gouvernement pouvait à l'avenir présenter le Budget dans les délais légaux, le vote n'aurait pas lieu avant le début de l'exercice. Du deuxième mardi de novembre au 1^{er} janvier, le temps est évidemment trop court pour permettre aux deux Chambres d'accomplir un acte aussi important que l'examen et le vote des Budgets, tels qu'ils résultent de l'extraordinaire évolution de ces derniers temps.

Un premier moyen se présente qui consisterait à présenter le projet de Budget à la date du 1^{er} juillet, pour que les Commissions l'examinassent pendant les vacances et que le travail des Chambres elles-mêmes pût s'effectuer dans les quelques semaines qui précèdent le premier janvier. Mais on ne peut guère attendre un résultat sérieux de ce moyen, car il se heurte à trois difficultés : une première qui réside dans l'obligation de présenter un projet de Budget bien établi six mois avant le début de l'exercice; une seconde qui tient aux vacances, période qu'on ne peut guère utiliser pour un travail quelconque; une troisième due à la brièveté du temps de session qui précède le 1^{er} janvier et aux divers objets qui souvent absorbent cette période.

C'est pourquoi beaucoup sont d'avis que le seul système susceptible d'apporter à la procédure législative en matière de Budget la régularité souhaitable consisterait à donner pour point de départ à l'année financière la date du 1^{er} avril. Sans vous proposer une résolution qu'il ne serait sage d'adopter qu'après une étude approfondie, votre Commission des Finances recommande au Gouvernement de soumettre cette question aux services compétents.

Les vingt projets de lois budgétaires que le Gouvernement a soumis aux délibérations des Chambres sont groupés suivant une méthode que la Commission des Finances n'a cessé de recommander depuis plusieurs années.

De l'ensemble des Budgets ordinaires sont détachées les recettes et les dépenses des chemins de fer, marine, postes et télégraphes : recettes et dépenses d'un caractère commercial plutôt qu'administratif et fiscal, dont l'équilibre doit être réalisé indépendamment des autres éléments du Budget général.

Du Budget extraordinaire sont séparées les dépenses recouvrables en vertu des Traités de paix. Celles qui demeurent dans le cadre du Budget extraordinaire proprement dit sont elles-mêmes, à raison des circonstances, divisées en deux catégories : l'une comprenant les dépenses d'outillage ou de « premier établissement », l'autre les dépenses improductives qui dérivent des conséquences plus ou moins durables de la guerre.

Le service du ravitaillement, quoique réduit, forme une section distincte du Budget général, une balance spéciale devant être établie entre les recettes et les dépenses de ce service.

L'Exposé général traite d'abord des recettes ordinaires et extraordinaires de l'État. Inversement, le rapport établira d'abord les dépenses auxquelles ces recettes devraient pourvoir.

Laissant à part le Budget de la Dette publique, qui doit faire l'objet d'un examen spécial, considérons les crédits proposés pour les diverses administrations de l'État, en les comparant avec ceux votés pour l'exercice antérieur et avec les chiffres du Budget de 1914.

	1914	1921	1922
Dotations fr.	5,624,579	11,074,172	11,979,700
Justice	32,286,800	102,574,000	114,159,000
Affaires Étrangères	5,118,291	18,545,220	26,101,167
Intérieur	8,249,660	34,636,437	47,400,663
Sciences et Arts	46,793,948	261,578,804	277,766,718
Agriculture	12,883,424	23,005,443	27,560,866
Travaux publics	22,256,000	91,616,200	91,246,290
Industrie et Travail	26,897,600	150,737,800	156,493,700
Colonies	1,442,925	4,275,155	4,457,569
Défense Nationale	89,912,225	523,092,630	483,964,160
Gendarmerie	11,267,230	53,053,400	51,061,785
Finances	26,544,050	112,644,430	121,918,378
Affaires Économiques	»	3,630,950	6,738,880
Non-Valeurs et Remboursements	2,821,000	26,205,000	28,925,000
TOTAUX. fr.	292,097,732	1,420,524,736	1,449,773,346

La première impression qui se dégage de ce tableau, spécialement de la comparaison des Budgets de 1921 et de 1922, est une certaine déception. Eh quoi? le parti pris d'économie, la résolution de comprimer les dépenses qui inspirent le Gouvernement, n'ont-ils pu aboutir à autre chose qu'à la stabilisation, voire à une légère augmentation des chiffres antérieurs? La nécessité de réduire les dépenses a-t-elle été comprise dans tous les Départements ministériels? On en doute, lorsqu'on voit les chiffres des Départements de la Justice, des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, des Sciences et Arts, de l'Industrie, chiffres qui, loin d'offrir des diminutions, ajoutent nombre de millions aux millions déjà connus.

Le Ministre des Finances a prévu ce sentiment de mécompte. « Peut-être même le résultat obtenu », dit-il, « tel qu'il ressort de la comparaison des Budgets de 1921 et 1922, a-t-il déçu certains espoirs ». Et il insiste pour que chacun suspende son jugement avant l'examen détaillé des propositions de crédits.

C'est pourquoi il a paru bon de grouper dans un tableau synoptique, d'une part, toutes les augmentations, d'autre part, toutes les diminutions que présente le projet de Budget pour 1922 comparé aux chiffres arrêtés pour l'exercice précédent; en même temps d'indiquer sommairement les motifs allégués à l'appui de ces modifications, de façon que la Chambre puisse juger tant des causes qui entraînent l'accroissement de certaines dépenses, que des mesures prises pour en comprimer d'autres. Nous omettons dans ce tableau les majorations ou réductions de minime importance.

II.

A. — CRÉDITS MAJORÉS.

DOTATIONS.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Sénat	835,000 »	Indemnité octroyée aux membres du Sénat.
6 Cour des Comptes.	100,000 »	Mobilier des nouveaux locaux.
Total des majorations pour ce Budget fr.	994,300 » (1)	

JUSTICE.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale : traitements .	505,700 »	Création de nouveaux emplois au service central du travail et au bureau des traductions.
6 Frais de route et de séjour	25,000 »	Nomination de nouveaux inspecteurs.
9 Cour d'Appel : personnel	53,800 »	Création de places de greffiers-adjoints et de secrétaires-adjoints dans les parquets.

(1) Ce total ne correspond pas exactement à l'addition des sommes inscrites dans la colonne, parce que ne figurent point parmi ces dernières les modifications de peu d'importance, modifications dont il est cependant tenu compte pour la formation du total. Il en est de même pour tous les Budgets et pour les relevés des réductions, qui viendront après ceux des augmentations.

13	Justices de paix et Tribunaux de police.	244,000	»	Adaptation aux dépenses qu'entraîne la loi du 31 juillet 1921.
17	Conseils de guerre.	34,200	»	Création de deux places de substituts et d'une place de greffier-adjoint
38	Frais d'entretien et de transport d'indigents (<i>non limitatif</i>)	3,000,000	»	Chiffre des dépenses constatées.
41	Écoles de bienfaisance	415,000	»	Ouverture de nouveaux établissements.
46	Entretien et éducation d'enfants	1,500,000	»	Accroissement du nombre des enfants de justice et augmentation du taux de la journée d'entretien des mineurs.
48	Entretien des détenus (<i>non limitatif</i>)	3,000,000	»	Achat des articles nécessaires et création de prisons-écoles à Gand et à Merxplas.
49	Salaire des détenus (<i>non limitatif</i>)	1,000,000	»	Majoration des salaires pour les mettre en concordance avec ceux de l'industrie privée.
56	Écoles de service social	100,000	»	Adaptation aux dépenses constatées.
59	Mobilier et bâtiments des prisons	200,000	»	Réformes diverses exposées au Parlement par le Ministre.
60	Ateliers des prisons, matières premières	500,000	»	Nouvelle organisation du travail dans les prisons.
Dépenses exceptionnelles :				
72	Acquisition du bois et de l'outillage nécessaire aux ateliers des prisons.	1,850,000	»	Nouvelle organisation du travail dans les prisons.
73	Construction d'une annexe pour le service central du travail	150,000	»	Id.
Total des majorations de ce Budget		fr. 13,845,200	»	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale : personnel.	370,508 50	Application des barèmes et extension des services.
4 Matériel.	76,350 »	
7 Traitements des agents diplomatiques	65,189 »	Accroissement du cadre.
9 Frais de voyage	400,000 »	Adaptation aux dépenses réelles.
11 Personnel administratif et subalterne des Légations	183,400 »	Ajustement du crédit et augmentation du personnel.
12 Personnel administratif et subalterne des Consuls	234,000 »	Idem.
13 Frais divers des Légations	625,000 »	Conformément aux dépenses constatées.
20 Quote-part de la Belgique dans le budget de la Société des Nations	241,000 »	Évaluation approximative.
26 Bureau d'information belge	200,000 »	Transféré du Budget extraordinaire.
Dépenses exceptionnelles :		
32 Indemnités aux agents pour pertes de change et autres conditions onéreuses	4,500,000 »	Idem.
33 Conférences, etc., en exécution des Traités de paix	700,000 »	Idem.
Total des majorations pour ce Budget.		fr. 8,685,647 50

INTÉRIEUR ET HYGIÈNE.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
13 Traitements des employés et gens de service des gouvernements provinciaux	107,000 »	Augmentations réglementaires des traitements.
26 Décoration civique : insignes et diplômes	100,000 »	Suivant le nombre des décorations octroyées.
29 Administration de l'hygiène: personnel.	62,900 »	Application de l'arrêté royal du 25 mars 1921, relatif aux traitements.
35 Subside aux sages-femmes, aux écoles d'infirmiers et d'infirmières, vulgarisation de l'hygiène	60,000 »	Besoins présumés pour 1922.
38 Inspection des denrées alimentaires : traitements	55,350 »	Application de l'arrêté royal du 25 mars 1921.
44 Encouragements pour les améliorations qui intéressent l'hygiène publique .	2,000,000 »	Subsides promis pour travaux d'hygiène
47 Mesures de prophylaxie de la tuberculose.	8,700,000 »	Transféré du Budget extraordinaire.
Dépenses exceptionnelles :		
60 Organisation sanitaire résultant des événements de guerre : Maladies vénériennes	2 800,000 »	Idem.
61 Eaux de la province d'Anvers	500,000 »	Part contributive de l'État dans un travail spécial.
Total des augmentations pour ce Budget, Fr.	14,630,207 »	

SCIENCES ET ARTS.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale : traitements .	243,014 »	Application du barème du 23 mars 1921 et nouveaux agents.
6 Premier terme des pensions.	2,540,000 »	Application de l'arrêté royal du 22 février 1921.
10 Bibliothèques	225,000 »	
16 Académie royale de langue et de littérature françaises	11,580 »	Création d'emplois.
17 Idem : frais divers	19,320 »	
25 Bibliothèque royale : matériel et acquisitions	44,550 »	
36 Fonds des Mieux Doués	200,000 »	Loi du 15 octobre 1921.
55 Athénées et écoles moyennes	280,810 »	Augmentation réglementaire de traitements et création de deux écoles moyennes.
58 Traitements de disponibilité du personnel des écoles moyennes .	106,294 »	Relèvement des barèmes de traitements.
65 Traitement du personnel des établissements normaux	680,070 »	Création de quatre sections normales gardiennes. Nouveau barème de traitements. Arrêté royal du 4 juin 1921.

66	Subsides aux chefs des établissements normaux pour couvrir une partie des frais des écoles d'application.	300,000	»	Nouveaux barèmes (Arrêté royal du 4 juin 1921.) Nouvelles classes préparatoires.
69	Locaux et matériel des écoles normales.	207,500	»	Création de quatre sections normales gardiennes, d'une section normale gardienne à Tournai et d'une école normale à Blankenberghe.
70	Bourses aux élèves des écoles normales de l'État et des écoles normales agréées	1,000,000	»	Relèvement du taux des bourses.
80	Traitement du personnel de l'enseignement primaire	2,600,000	»	Création de nouveaux titulaires et augmentations périodiques des traitements.
84	Part de l'État dans les indemnités accordées aux intérimaires	2,800,000	»	Loi de 1920 et extension du personnel enseignant.
85	Part de l'État dans les traitements de disponibilité d'instituteurs primaires et d'institutrices gardiennes	540,000	»	Conséquence du nouveau barème de traitements.
103	Musées royaux du Cinquantenaire	85,000	»	Chauffage.
106	Pavillon chinois et Tour japonaise : Personnel	45,667	»	Service détaché des Affaires Étrangères pour être rattaché aux Sciences et Arts.
107	Idem : matériel, bibliothèque, chauffage	40,000	»	Idem.
115	Conservatoire royal de musique de Bruxelles	90,000	»	Barème nouveau.
116	Conservatoire de Liège	67,622	»	Idem.
117	Conservatoire de Gand	65,913	»	Idem.
118	Conservatoire flamand d'Anvers.	49,780	»	Idem.
120	Théâtre royal de la Monnaie.	215,000	»	Dépense inscrite antérieurement comme exceptionnelle.
Dépenses exceptionnelles :				
125	Enseignement moyen. Construction et ameublement de locaux	6,507,000	»	Reconstruction de 11 écoles moyennes partiellement ou totalement détruites par suite de la guerre, abstraction faite de la part des dépenses qui incombent au Budget des régions dévastées.
128	Enseignement primaire. Construction et ameublement.	2,000,000	»	Interventions promises.
Total des augmentations pour ce Budget. fr.		21,307,745	»	

AGRICULTURE.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale : traitements.	152,190	» Transferts de crédits. Création d'emplois. Augmentations réglementaires.
11 Indemnités et subsides pour le bétail	104,000	» Primes pour l'amélioration du bétail.
20 Sociétés agricoles.	50,000	» Rétablissement du concours régional agricole.

31	Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole : Traitements . . .	20,050 »	Organisation d'une deuxième année d'études.
39	Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole : Matériel . . .	65,000 »	Organisation d'une deuxième année d'études.
40	Conférence agricole : Enseignement agricole moyen et primaire, etc. . .	289,000 »	Majoration des subsides aux écoles libres. Subsides aux écoles provinciales. Ecoles temporaires d'agriculture.
53	Mise en valeur agricole des terres incultes	450,000 »	
71	Eaux et Forêts. Personnel provincial . . .	497,350 »	Nouveaux barèmes et augmentation du personnel.
77	Terrains incultes et bois des communes et établissements publics	100 000 »	Chiffre porté en 1920.
80	Subsides pour l'amélioration de la voirie vicinale et des cours d'eaux	1,800,000 »	Travaux urgents.
82	Subsides aux provinces pour aider les communes à assurer le bon entretien des chemins vicinaux de grande communication	1,000,000 »	Cherté des travaux.
Total des augmentations pour ce budget. fr.		4,973,423 »	

TRAVAUX PUBLICS.

Articles.	Augmentation.	Motif.
15	Personnel des Ponts et Chaussées, etc.	410,000 » Augmentations réglementaires.
19	Personnel-adjoint au corps des Ponts et Chaussées.	195,000 » Annexion d'Eupen-Malmédy. Indemnités réglementaires.
28	Travaux exceptionnels d'entretien des palais, hôtels, édifices	2,000,000 » Inscrit antérieurement comme dépense ordinaire.
29	Casernement de la gendarmerie	1,469,000 » Transféré de l'extraordinaire.
30	Meuse : Entretien extraordinaire	450,000 » Travaux urgents.
31	Sambre : Entretien extraordinaire	340,000 » Idem.
32	Canal de Gand à Ostende.	1,500,000 » Idem.
Total des augmentations pour ce Budget, fr.		7,751,400 »

INDUSTRIE ET TRAVAIL.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2	Administration centrale : personnel.	150,700 » Augmentations réglementaires des traitements.
13	Écoles professionnelles	650,000 » Augmentations réglementaires des traitements. Subsides aux institutions nouvelles. Cours normaux.
14	Écoles techniques : construction et loyer des locaux	500,000 »
43	Assurance et prévoyance sociale : Comité de patronage	48,000 » Majoration des dépenses constatées.

52	Idem : Frais de route et de séjour pour l'inspection	52,000 »	Extension donnée aux services d'inspection.
Dépenses exceptionnelles :			
93	Congrès géologique international	100,000 »	
94	Subside aux Caisses de chômage et Bourse du travail	10,000,000 »	Transféré du Budget extraordinaire.
97	Service médico-pharmaceutique des associations mutualistes	14,680,000 »	Idem.
Total des augmentations pour ce Budget, fr.		26,623,550 »	

COLONIES.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale : Traitements.	166,270 »	Application des arrêtés royaux des 17 et 25 mars 1921.
Total des augmentations pour ce Budget fr.	246,184 »	

DÉFENSE NATIONALE

Articles.		Augmentation.		Motifs.
2	Administration centrale. Traitements .	87,103	»	Arrêté royal du 25 mars 1921.
8	Institut cartographique militaire : personnel	237,590	»	Relèvement des traitements. Extension du personnel de l'imprimerie. Travaux topographiques.
10	Traitements et indemnités des officiers, traitements, soldes et accessoires des troupes	39,096,500	»	Augmentation du nombre des officiers et des militaires rengagés. Inscription à cet article des traitements de non activité et de disponibilité. L'augmentation de la dépense réelle ne sera que de fr. 19,096,500 par rapport à 1921 ; ce dernier exercice ayant bénéficié d'une disponibilité de fr. 20,000,000.
20	Armement, charroi et harnachement : traitements	5,045,125	»	Relèvement des traitements (Arrêté royal du 25 mars 1921) et des salaires. Extension du programme des fabrications.
26	Services techniques du génie : traitements.	205,370	»	Mise « sans allocation militaire » du personnel civil. Complètement du personnel.
27	Corps des troupes de transmission . .	133,400	»	Extension de la signalisation.
28	Aéronautique militaire. Personnel . .	390,000	»	Création d'escadrilles nouvelles.
29	Idem : Matériel.	6,000,000	»	Entretien d'une compagnie d'aérostiers et de trois escadrilles supplémentaires. Achat de matériel.
38	Indemnité de déplacement, de déménagement et frais de représentation et de mission	350,000	»	Adaptation aux besoins prévus.

39	Section des chemins de fer de campagne. Traitements.	2,700,325 »	Transféré du tableau des dépenses recouvrables.
42	Administration de l'aéronautique : personnel civil	181.000 »	Création du laboratoire aérotechnique et de l'aérodrome d'Ostende.
46	Service de la Sûreté militaire maintenue à l'armée d'occupation.	2,470,625 »	Transféré du tableau des dépenses recouvrables.
Total des augmentations pour ce Budget, fr.		57,022,670 »	

FINANCES.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale	87,360 »	
7 Éclairage, chauffage et entretien des locaux du Ministère	165,000 »	Nécessité constatée.
13 Contributions directes	197,100 »	Arrêts royaux des 6 et 10 novembre 1921. Relèvement des traitements des directeurs et refonte du régime fiscal.
14 Conservation du cadastre. Traitements.	1,089,000 »	Renforcement des cadres du personnel inférieur.
15 Contributions directes. Traitements	1 459,000 »	Refonte du régime fiscal.
16 Suppléments de traitements.	100,000 »	Frais de dernière maladie et de funérailles.
17 Traitements d'attente des agents en disponibilité.	88,000 »	Nécessités réelles.
19 Indemnités, primes et dépenses diverses	830,000 »	Rémunération des travaux relatifs au recensement des baux et à l'évaluation des propriétés foncières.
21 Accises, douanes et recherches maritimes : Traitements.	1,939,100 »	Renforcement des cadres et réorganisation de l'administration.
23 Suppléments de traitements extraordinaires.	750,000 »	Réorganisation. Frais de dernière maladie et de funérailles.
24 Traitements de disponibilité.	128,000 »	Nécessités réelles.
25 Frais de bureau et de tournée	200 000 »	Réorganisation.
28 Matériel.	1,600,000 »	Bandelette fiscale pour l'impôt sur les tabacs.
29 Enregistrement et domaines dans les provinces : Traitements	1,031,050 »	Relèvement des traitements. Indemnités. Nomination de surnuméraires.
36 Service de la Donation royale	119,000 »	Contribution.
Dépenses exceptionnelles :		
47 Réquisition de trois embarcations à vapeur pour le service de la douane à Anvers et à Lillo	120,000 »	Application de la journée de huit heures
Total des augmentations pour ce Budget, fr.		10,028,385 »

AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
2 Administration centrale. Traitements .	598 300 »	Extension du personnel nécessitée notamment par la comptabilité des livraisons allemandes. Relèvement des barèmes.
Dépenses exceptionnelles :		
22-26 Office belge de vérification et de compensation	3,178,920 »	Exécution du traité de Versailles.
Total des augmentations pour ce budget. fr.	3,903,420 »	

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Articles.	Augmentation.	Motifs.
5 Non-valeurs sur l'impôt sur le mobilier.	100,000 »	
15 Trésorerie	3 630,000 »	Ristourne à la Banque Nationale des droits de timbre sur la circulation non productive.
Total des augmentations pour ce Budget, fr.	3,730,000 »	

■ L'addition de toutes les augmentations de crédits portés au budget ordinaire, abstraction faite de la Dette publique, donne la somme de 173,888,132 francs, dont 54² millions pour les dépenses exceptionnelles et 122 millions pour les dépenses permanentes.

Parmi les dépenses exceptionnelles il en est, à concurrence de 35 millions environ, qui figuraient antérieurement dans d'autres compartiments du budget général; elles ne constituent donc pas des charges nouvelles. Mais, d'autre part, il ne faut pas s'illusionner sur le véritable caractère de ces dépenses dites *exceptionnelles*. Il en est beaucoup parmi celles dont le budget ordinaire s'est gonflé cette année, qui s'y installent à demeure. Telles notamment : les indemnités aux agents diplomatiques pour pertes de change, les subsides aux caisses de chômage et bourses du travail, le service médico-pharmaceutique des associations mutualistes. Il y a donc lieu d'en discuter minutieusement les chiffres.

Les augmentations de dépenses permanentes s'élèvent à 122 millions; c'est ce qui étonne, alors que la réduction des charges publiques est d'une nécessité reconnue et que le Gouvernement a inscrit l'économie en tête de son programme. Pourquoi de nouvelles dépenses?

Les causes en sont *générales* ou *spéciales*.

Comme l'indique le Ministre des Finances dans son Exposé, certains chiffres ont été relevés parce que, fixés trop bas antérieurement, ils ont occasionné des demandes de crédits supplémentaires. La Commission réserve son opinion à cet égard. Nous rencontrerons le cas inverse parmi les causes de réductions de crédits.

Un motif plus conséquent de l'accroissement des dépenses réside dans le relèvement des barèmes opéré en vertu d'arrêtés royaux de mars et d'avril 1921. Les charges que l'exercice écoulé a supportées de ce chef ne figuraient pas au budget et se traduiront en crédits supplémentaires. Aux effets de ces relèvements s'ajoutent ceux des augmentations réglementaires.

Un certain nombre d'articles révèlent la création de nouveaux emplois (Justice : 2, 3, 9, 17; Affaires Étrangères : 2, 7, 11; Sciences et Arts : 16, 80; Agriculture : 2; Industrie : 52; Défense Nationale : 8; Finances : 14, 15, 19, 21, 25, 28, 29; Affaires Économiques : 2). D'autres se réfèrent à de nouveaux établissements (Justice : 41, 48, 49, 60, 72, 73; Sciences et Arts : 65, 69).

Des causes spéciales ont amené des augmentations très importantes. Telles, l'indemnité accordée aux sénateurs (600,000); l'organisation du travail dans les prisons (9,000,000), dont le coût semble devoir être compensé par les recettes; les mesures d'hygiène (10,700,000); le Fonds des Mieux-Doués (200,000, en attendant dix fois plus); les traitements des officiers et la solde des troupes (39,000,000); l'organisation de l'Aéronautique militaire (6,390,000).

Votre Commission des Finances estime, d'accord en ceci avec les termes de l'Exposé général, que, malgré l'effort accompli par le Ministre des Finances pour comprimer les dépenses, il reste des possibilités de réduction que doit réaliser la Chambre éclairée par les Commissions chargées de l'examen des différents budgets.

Les crédits budgétaires doivent être classés en trois catégories : dépenses d'administration, dépenses obligatoires en vertu des lois, dépenses facultatives.

Quant aux premières, il n'y a qu'une voix pour dire que le nombre des fonctionnaires dépasse les besoins réels, spécialement dans les administrations centrales. De là des charges excessives, non seulement en traitements, mais en locaux et en frais de voyage. Mais dans ce domaine, il est impossible de réaliser une réforme sérieuse sans concours technique. Une connaissance approfondie des organismes dont il s'agit de réduire la dépense est nécessaire. Il appartient donc au Gouvernement d'instaurer une méthode qui ramène les dépenses d'administration aux proportions d'avant-guerre, réserve faite pour des nécessités incontestables. Des membres ont signalé une fois de plus l'excessive multiplicité des statistiques; d'autres contestent la nécessité d'installer des bibliothèques importantes dans tous les Ministères. Étant donné le nombre excessif des fone-

tionnaires et la baisse générale des prix, les dépenses d'administration doivent diminuer; des charges nouvelles ne peuvent être admises sur certains points que si elles se combinent avec des économies réalisées sur d'autres. Autant que possible il devrait être pourvu aux emplois nouveaux, s'il est absolument besoin d'en créer, par des prélèvements sur le personnel en fonctions dans les administrations surpeuplées.

Quant aux dépenses imposées par des lois, elles rappelleront au Parlement que les difficultés budgétaires sont dues, en majeure partie, à l'œuvre législative des dernières années. Les crédits de cette catégorie ne sont que la traduction en chiffres des dispositions légales et n'offrent guère de prise à la compression.

Les dépenses facultatives devront être spécialement contrôlées. Certes, il est pénible pour un peuple avide de progrès comme est le peuple Belge de renoncer à l'extension de services publics dont il attend des avantages. Mais, outre que fonctionnarisme et progrès ne sont pas absolument synonymes, nous constatons chez les nations de haute culture qui nous entourent — telles la France et l'Angleterre — l'aveu de la nécessité où elles se trouvent de remettre à plus tard certaines améliorations, et une efficace résolution de réduire les dépenses publiques. La Commission des Finances attire spécialement l'attention des Commissions spéciales et de la Chambre sur le danger d'introduire dans le Budget le principe de certaines dépenses, sans en calculer les développements ultérieurs; des précisions devraient être fournies chaque fois que le cas se présentera.

Au demeurant, il ne suffit pas d'énoncer un but intéressant pour justifier une grosse dépense. Trop souvent des intérêts moraux couvrent d'une enseigne respectable le pillage du Budget par un développement exagéré du fonctionnarisme, des frais de route, jetons de présence, constructions ou occupations de locaux, etc.

Un passage de l'Exposé général révèle que l'effort personnel du Ministre des Finances a réussi à opérer une réduction de plus de 300 millions sur les propositions budgétaires des divers départements ⁽¹⁾. Si, dans ce dernier fait, nous apercevons avec satisfaction, le symptôme d'une politique d'économies, d'autre part on éprouve une pénible surprise à constater que nos grandes administrations publiques ne se pénétrant pas davantage des exigences de la situation financière de l'État et de l'importance des sacrifices imposés aux contribuables; l'on s'effraie d'une tendance qui, si l'on n'y faisait obstacle, aboutirait à augmenter de 20 % en une année un total de dépenses déjà beaucoup trop élevé pour les facultés du pays,

Un fait qui sera mis en lumière plus loin ne doit jamais être perdu de vue : c'est que les ressources normales de l'État ne sont pas à la hauteur des besoins du budget ordinaire et qu'elles ne pourront y parvenir que par une lente progression.

(1) Voir Exposé général, p. 25.

III.

B. — CRÉDITS RÉDUITS.

DOTATIONS.

Articles.	Diminution.	Motifs.
3 Chambre des Représentants	88,772 »	
Total des diminutions sur ce Budget, fr.	88,772 »	

JUSTICE.

Articles.	Diminution.	Motifs.
4 Bureaux.	60,000 »	Suppression d'une charge temporaire.
5 Recueil statistique.	50 000 »	Id.
22 Palais de Justice. — Constructions . .	100,000 »	Id.
33 Personnel du <i>Moniteur</i>	50,100 »	Suppression de quelques emplois temporaires.
24 Impression du <i>Recueil des lois</i> , des <i>Annales parlementaires</i> , etc. . . .	750 000 »	Suppression d'une charge temporaire (650 000) et baisse du prix du papier.
25 Publications, indemnités et frais de route	80,000 »	Suppression des indemnités aux conseillers du Gouvernement (30,000) et transfert de 50,000 francs aux dépenses exceptionnelles.
45 Écoles de bienfaisance. — Matériel et bâtiments	50,000 »	Suivant les besoins présumés.
Dépenses exceptionnelles.		
70-74	1,120,000 »	
Total des diminutions pour ce Budget .	1,260 000 »	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Articles.	Diminution.	Motifs.
5 Fonds secret	50,000 »	Suivant les dépenses probables.
Total des diminutions pour ce Budget, fr.	120,700 »	

INTÉRIEUR ET HYGIÈNE.

Articles.	Diminution.	Motifs.
2 Administration centrale : traitements .	22,737 »	Suppression des conseillers de gouvernement.

21	Jetons de présence et indemnités dus aux membres des bureaux des élections législatives	200,000 »	Pas d'élection à prévoir.
22	Remboursement au Département des chemins de fer, des frais de transport des électeurs.	290,000 »	Idem.
34	Prophylaxie des maladies contagieuses	300,000 »	Suivant les besoins probables.
39	Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires	50,000 »	Idem.
Dépenses exceptionnelles		1,074,191 »	
Total des diminutions pour ce Budget fr.		1,946,131 »	

SCIENCES ET ARTS.

Articles.	Diminution.	Motifs.
3 Fournitures de bureau, meubles. Automobile.	238,000 »	Suppression d'une charge temporaire.
7 Pensions dues par les anciennes caisses de prévoyance	76,000 »	Extinction de pensions.
8 Secours à d'anciens fonctionnaires.	20,000 »	Suivant besoins probables.
27 Musée Royal d'Histoire Naturelle	87,000 »	Suppression d'une charge temporaire.
40 Matériel des Universités de l'État	607,875 »	Idem.
42 Jurys d'examen	58,000 »	Idem.
72 Service annuel ordinaire de l'instruction normale primaire.	80,000 »	Suivant les besoins vérifiés.
78 Frais d'impression, registres et fournitures pour l'administration de l'enseignement primaire	69,500 »	Baisse des prix.
87 Subsidés pour le soutien des classes moyennes d'école primaire	63,750 »	Transformation de ces classes en classes du 4 ^e degré.
108 Monuments à élever aux hommes illustres	71,789 55	Disparition d'une charge temporaire.
109 Subsidés pour restaurations artistiques aux édifices religieux	25,000 »	Selon besoins prévus.
Dépenses exceptionnelles		3,490,000 »
Total des réductions pour ce budget fr.		4,787,231 55

AGRICULTURE.

Articles.	Diminution.	Motifs.
81 Subsidés aux communes rurales pour le bon entretien des chemins d'intérêt agricole fr.	50,000 »	Suivant les besoins présumés.
Dépenses exceptionnelles		320,000 »
Total des diminutions pour ce Budget. fr.		418 000 »

TRAVAUX PUBLICS.

Articles.	Diminution.	Motifs.
1 Traitement du Ministre	44,000 »	Fusion du département avec celui de l'Agriculture.
2 Indemnité pour travaux extraordinaires	25,000 »	Somme jugée suffisante.
4 Frais de route et de séjour	25,000 »	Idem.
6 Conseillers artistiques : Comité supérieur de contrôle.	50,000 »	Suppression des délégués et conseillers de gouvernement.
7 Ponts et Chaussées. Affaires générales.	63,000 »	Les frais d'études sont joints aux crédits pour travaux.
8 Automobiles, motocyclettes et bicyclettes.	76,400 »	
10 Entretien des routes	4 000,000 »	Baisse de prix et compression des dépenses.
11 Bâtiments civils	3,308,760 »	Certains travaux passent aux dépenses exceptionnelles.
17 Personnel des Ponts et Chaussées. — Frais de déplacements	377,650 »	Suppression de l'indemnité technique par suite du nouveau barème.
Dépenses exceptionnelles	151,500 »	
Total des diminutions pour ce Budget, fr.	8,121,310 »	

INDUSTRIE ET TRAVAIL.

Articles.	Diminution.	Motifs.
3 Indemnité des conseillers de Gouvernement	29,000 »	Suppression des conseillers.
53 Pensions de vieillesse.	20 000,000 »	Suivant dépense présumée.
55-57 Dépenses d'administration relatives aux pensions.	600,000 »	Suppression des dépenses de mise en train.
Dépenses exceptionnelles	120,000 »	
Total des diminutions pour ce Budget, fr.	20 868,280 »	

COLONIES.

Total des diminutions pour ce budget. . fr 63,770 »

DÉFENSE NATIONALE.

Articles.	Diminution.	Motifs.
5 Bibliothèques	450,000 »	Transfert d'une partie du crédit à l'article 10.
7 Direction des informations militaires	217,000 »	Baisse des prix et suppression du <i>Courrier de l'armée</i> .

9	Institut cartographique militaire	475,000 »	Baisse des prix.
11-12	Hôpitaux et pharmacies militaires	7,851,780 »	Baisse des prix. Transfert aux dépenses extraordinaires des frais d'hospitalisation des blessés et malades de la guerre (1,750,000 fr.).
14	École militaire : dépenses d'administration	205,850 »	Réduction des frais d'entretien des bâtiments, du coût des fournitures classiques et de la part de l'État dans la fourniture du trousseau.
21	Approvisionnements des établissements et parcs d'artillerie	1,997,060 »	Suivant nécessités prévues.
22	Charroi automobile. Magasin et usine	1,759,560 »	Réduction du personnel.
23	Approvisionnements et frais généraux du charroi automobile	1,066,500 »	Réduction du charroi.
24	Bâtiments et constructions militaires : Personnel	415 000 »	Diminution du nombre d'agents temporaires.
25	Bâtiments à l'usage du service des troupes	800,000 »	Diminution du nombre d'immeubles loués.
30	Nourriture et fourrages	16,253,000 »	Baisse des prix.
31	Service du couchage : Personnel	130,542 »	Réduction du personnel.
32	Idem : Matériel	170,248 »	Besoins présumés.
34	Habillement des troupes	22,063,000 »	Baisse des prix.
35	Combustibles et essences	3,760,000 »	Idem.
36	Service vétérinaire et remonte de l'armée	382 500 »	Réduction des effectifs en chevaux.
37	Transport	4,651,000 »	Diminution des changements de garnison et des mouvements de troupes.
40	Pensions (<i>non limitatif</i>)	32 173,000 »	Suivant besoins prévus.
43	Administration de l'aéronautique	930,000 »	Idem.
45	Détachement de torpilleurs et marins	944 000 »	Baisse des prix.
47	Approvisionnements : Divers et imprévus	210,300 »	Suivant besoins prévus.
Art. 30 du Budget de 1921 : Traitements divers et honoraires		519,500 »	Transfert aux articles 2, 40 et 46.
Dépenses exceptionnelles		700,000 »	
Total des diminutions pour ce Budget, fr.		98,151,140 »	

GENDARMERIE.

Articles.	Diminution.	Motifs.
1 Traitements et autres allocations, fourrages, remonte, etc.	536,615 »	Diminution des prix des fourrages.
Dépenses exceptionnelles :		
Acquisition de chevaux	1,455,000 »	
Total des diminutions pour ce Budget, fr.	1,991,615 »	

FINANCES.

Articles.	Diminution.	Motifs.
6 Papier et fournitures de bureau. . .	400,000 »	Baisse des prix.
Dépenses exceptionnelles . . .	450,000 »	
Total des diminutions pour ce Budget fr.	861,000 »	

AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

	Diminution.
Dépenses exceptionnelles :	
Exposition universelle de Gand . . .	750,000 »
Total des diminutions pour ce Budget, fr.	795,490 »

NON VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Articles.	Diminution.	Motifs.
11 Non valeurs sur l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels et l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre . .	1,000,000 »	Suivant prévisions.
Total des diminutions pour ce budget fr.	1,020,000 »	
TOTAL GÉNÉRAL DES DIMINUTIONS fr.	140,493,239 55	

La plus forte somme de réductions est offerte par les Budgets de la Défense nationale et de la Gendarmerie; elle s'élève à 100 millions, en chiffres ronds. Elle est due, pour une bonne part, à la baisse générale de prix, qui affecte notamment les crédits portés pour la nourriture et l'habillement des troupes, pour les fourrages et tous approvisionnements quelconques. Une diminution considérable (32 millions) se remarque dans le montant des premiers termes de pensions imputables sur ce budget; une autre dans les frais de transport; on peut même relever quelques réductions de personnel.

Le Budget des Travaux publics, qui présente un total de 8 millions de diminutions, manifeste un certain effort d'économie.

Dans les autres budgets, les réductions se bornent à la suppression de quelques charges temporaires due à une moindre importance du chapitre des dépenses exceptionnelles. Par ailleurs, les chiffres paraissent cristallisés. Notons *passim* l'économie réalisée par la suppression des conseillers de gouvernement et quelques rares diminutions de crédits pour cause de réduction du personnel employé.

Retenons le chiffre de 1,449 millions, qui correspond au prix des services normaux de l'Etat. Grâce à l'organisation récente de la comptabilité des dépenses engagées, ce chiffre ne sera pas grossi — le Ministre des Finances nous l'assure — de crédits supplémentaires; il pourra être réduit de 70 millions lorsque le recrutement de l'armée sera devenu normal; il pourrait aussi subir l'influence favorable de la baisse des prix; mais, d'autre part, la progression normale de certaines charges s'oppose à une réduction sensible du total. Remarquons enfin que si, comme le suggère l'Exposé général, on inscrivait parmi les dépenses exceptionnelles les indemnités de vie chère — ce qui semble plus rationnel que de les porter à l'extraordinaire — l'ensemble des départements ministériels coûterait en service ordinaire $(1,449 + 58) = 1,507$ millions. *Un milliard et demi.* C'est approximativement le coût de l'ensemble de nos grands services publics.

Un dernier point. La Commission des Finances doit signaler à la Chambre que ne sont point comprises dans les prévisions budgétaires les recettes et les dépenses afférentes aux territoires annexés d'Eupen-Malmédy. Le Parlement ne manquera point sans doute de revendiquer à cet égard le droit de contrôle qui lui appartient.

LA DETTE PUBLIQUE.

Aux dépenses ordinaires vient s'ajouter la charge de la Dette publique. Décomposons celle-ci en ses divers éléments.

Dette proprement dite :

Intérêts et amortissement des dettes antérieures à la guerre (articles 1 à 8 du Budget de la Dette publique)	fr. 157,799,867	34
Dette à 5 % de la Restauration nationale.	89,428,284	»
Dette à 5 % à prime de 1920	136,412,500	»
Emprunt à 7 1/2 % de s 50,000,000 (au cours du change)	81,550,000	»
Emprunt à 8 % de s 30,000,000	55,335,000	»
Obligations françaises de la Défense nationale	2,900,000	»

Dette flottante (art. 14) :

Bons du Trésor ordinaires et escomptés	221,000,000	»
Bons 5 % à cinq ans délivrés en échange des bons monétaires	110,800,000	»
Dettes diverses extérieures	72,000,000	»
Intérêts et amortissement de la Dette à 6 % de consolidation.	95,300,000	»
Intérêts et amortissement d'un capital de 23,083,700 francs émis en 1921 en dette 5 % de la Restauration nationale.	1,300,000	»
Annuités diverses	22,345,409	19
Autres charges	5,851,676	89
TOTAL.	fr. 1,049,642,737	42

Il importe de remarquer qu'aucune charge d'intérêts ni d'amortissement n'est inscrite dans ce relevé du chef de la dette de cinq milliards cinq cents millions contractée par l'État envers la Banque Nationale, ni du chef des avances des Puissances alliées qui s'élevaient le 30 décembre 1921, au cours du change, à la somme de fr. 3,137,500,050.07.

Le Budget de la Dette publique comprend aussi les « rémunérations et pensions ». Celles-ci ajoutent aux charges de la Dette 79,450,300 francs en dépenses ordinaires et aboutissent au total de *1,132 millions* pour l'ensemble de ce Budget.

Enfin, si l'on voulait totaliser les engagements de l'État au titre de la Dette publique, il faudrait ajouter à la somme constituée par l'énumération qui précède, le montant d'une série de crédits inscrits dans les budgets des dépenses extraordinaires et des dépenses recouvrables pour un total de 486,671,200 francs ⁽¹⁾. La charge annuelle globale se chiffrerait par *1,618 millions*.

(1) N'est pas comprise dans ce total la somme de 97,000,000 de francs portée à l'article du Budget des Dépenses extraordinaires et comprise aussi dans le crédit de l'article 14 du Budget de la Dette publique.

LES VOIES ET MOYENS.

La somme des dépenses ordinaires est donc constituée par ces deux éléments :

a) Part des charges de dettes imputée sur le service ordinaire	fr. 1,432,077,087 42
b) Dépenses ordinaires du Budget des Dotations et des divers Départements ministériels, ainsi que des Non-Valeurs et Remboursements	1,449,773,346 77
Ensemble.	fr. 2,581,684,883 74

Quels sont les « Voies et Moyens » que nous possédons pour subvenir à une telle dépense?

I. — LES IMPÔTS.

On peut les diviser en quelques groupes principaux :

Impôts sur les revenus fr. 445,000,000 »

C'est là une prévision qui n'exclut pas tout mécompte.
La période de mise en train de cette classe d'impôts n'est pas close.

Taxes sur le mobilier, les domestiques et les chevaux, les automobiles, les spectacles et divertissements publics, les jeux et paris; redevance fixe sur les mines 44,530,000 »

Douanes (déduction faite de la part attribuée au fonds communal) 255,797,150 »

Accises (déduction faite de la part attribuée au fonds communal) 198,951,000 »

Recettes diverses 5,876,500 »

Enregistrement et transcription 211,000,000 »

Greffe et hypothèques 4,800,000 »

Successions 120,000,000 »

Timbre. 60,000,000 »

Naturalisations, amendes 9,510,000 »

Taxe de transmission 200,000,000 »

Total des impôts fr. 1,555,464,650 »

L'évaluation du rendement de ces impôts est prudente, mais ne laisse pas une

marge considérable de plus-value, sauf peut-être pour la taxe de transmission, dont le rendement actuel est de 20 millions par mois.

2. — LES PÉAGES	fr. 2,950,000 »
3. — LES CAPITAUX ET REVENUS.	89,398,639 »
4. — LES REMBOURSEMENTS (déduction faite du prélèvement sur le budget des régies, qui ne correspond pas, dans l'état actuel des choses, à une recette réelle)	78,975,624 »
Total des recettes ordinaires.	fr. 1,726,788,913 »

1,726 millions de recettes contre 2,581 millions de dépenses : voilà deux chiffres qu'il ne faut pas perdre de vue.

Comment couvrir la différence, qui se chiffre par 855 millions ?

Dans le projet de budget qui vous est soumis, cette insuffisance de recettes est comblée d'abord par quelques ressources *exceptionnelles*. L'impôt sur les bénéfices de guerre et le produit du butin de guerre nous apporteront encore des rendements que l'on évalue à 25 millions pour le premier et 2 millions pour le second. On ne retrouvera pas dans ce groupe le produit de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels : mesure de circonstance, cet impôt ne paraît pas devoir survivre à l'éphémère prospérité qui l'a fait naître ; dans la situation actuelle des affaires, sa nocivité n'aurait pas l'excuse d'un rendement sérieux.

Quant au surplus du déficit (828 millions), les recettes proposées pour le couvrir ont un caractère spécial qu'il convient d'analyser.

Il s'agit de recettes *compensatoires* qui ne correspondent pas toujours à des recouvrements réels ou qui offrent un caractère normal :

Prélèvement sur le Budget des régies de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées à l'ordinaire (art. 64). . . . fr. 165,000,000 »

Les termes de cet article indiquent ce qui devrait être, mais qui n'est pas encore.

Depuis trois ans, la Commission du Budget n'a cessé de réclamer, comme un des facteurs essentiels de l'assainissement de notre situation, l'équilibre des recettes et des dépenses des régies des chemins de fer et autres, y compris les charges financières. Malgré des progrès qu'il convient de reconnaître, cet équilibre ne sera pas réalisé dans l'exercice actuel, ainsi que nous le constaterons plus loin. Au contraire, un déficit global de 224 millions est prévu pour l'ensemble des régies, de sorte que, loin de concourir à l'équilibre du Budget ordinaire par le remboursement de 164 millions prévus à l'article 64 des Voies et Moyens, elles ajouteront au déficit la somme de 60 millions. Pour réaliser le but que l'on a voulu indiquer en portant en recettes ce remboursement, il faudra sans doute un effort soutenu pendant plusieurs années.

Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation (art. 67) fr. 112,240,000 »

Il s'agit ici d'une recette réelle privilégiée sur les versements de l'Allemagne, recette dont le montant vient d'être fixé exactement par un accord interallié. Cette recette compense une partie de nos charges militaires.

Droit de recouvrement perçu par l'Office belge de vérification et de compensation (art. 68) fr. 9,550,500 »

A joindre au groupe des recettes exceptionnelles.

Prélèvement sur les recettes de réparation (art. 69) . . . 433,000,000 »

Ce prélèvement est possible, pour l'exercice actuel, à cause de l'encaissement de la Priorité due à la Belgique sur les paiements de l'Allemagne. C'est là un fait unique, dont le caractère tout anormal est souligné dans l'Exposé général.

Par suite de cette conjoncture, les dépenses recouvrables de l'exercice 1922 sont couvertes par les recettes de réparation, qui même, selon les prévisions, laisseront un excédent. Mais la plus superficielle observation des faits et des chiffres démontre que, pour l'avenir, on ne peut pas compter sur la répétition de ce phénomène. Nous y reviendrons plus loin, à propos du Budget des dépenses recouvrables.

Recettes compensatoires du chef de la charge afférente à la dette contractée pour le retrait des marks (art. 70). . . 97,000,000 »

C'est la compensation justement calculée de la charge des Bons émis en échange des Bons de Restauration monétaire, pour autant que cette charge incombe au Budget extraordinaire.

Recette aléatoire. Si légitimes que soient les revendications de la Belgique touchant le préjudice que lui causa l'occupant en imposant les marks allemands à la parité de fr. 1.25 belge, nous n'avons pas encore obtenu satisfaction et force nous est de constater que l'état du marché monétaire rend chaque jour plus difficile la réparation de ce préjudice.

L'ensemble de ces recettes exceptionnelles ou compensatoires donne un total de 842 millions (prélèvement sur le budget des régies : 164 millions + recettes exceptionnelles : 678,790,000) qui suffit à peu près pour ajuster les deux colonnes du budget ordinaire. Mais c'est là un aspect idéal de ce budget. Les quelques considérations qui précèdent montrent combien il diffère d'un équilibre réel et définitif.

LES RÉGIES.

La comparaison des recettes et des dépenses des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones s'établit comme suit d'après les prévisions budgétaires :

	Dépenses.	Recettes.
<i>Chemins de Fer</i> fr.	1,052,055,910	1,001,868,356
<i>Postes</i>	125,911,978	61,226,300
<i>Télégraphes et Téléphones</i>	64,496,816	62,000,000
<i>Marine.</i>	47,616,120	17,080,300
<i>Électricité</i>	21,869,726	»
<i>Dépenses générales et diverses</i>	48,906,142	»
Total	1,360,870,572	1,142,174,956
DÉFICIT . . fr.	218,695,616	

Quelques observations doivent être ajoutées à ce tableau pour qu'apparaisse la signification réelle des chiffres.

La somme de 61 millions de francs, prévue pour le produit des Postes est notablement inférieure à l'évaluation des recettes totales de ce service; il faut y ajouter la part des recettes attribuées au Fonds communal, soit 38,773,700 fr. (1). Ainsi le déficit des régies tombe à 180 millions de francs.

Mais ce dernier chiffre ne correspond pas à une perte réalisée sur l'exploitation. En effet, conformément aux principes consacrés par la Conférence Financière de Bruxelles, le Gouvernement a inscrit parmi les dépenses des régies, les charges d'intérêt et d'amortissement attachées à la portion de la Dette publique qui correspond au premier établissement de ces services. Le montant de ces charges est évalué à 164 millions de francs, somme portée comme recette compensatoire au Budget des Voies et Moyens (art. 64), ainsi que nous l'avons constaté ci-dessus.

Le déficit d'exploitation de l'ensemble des régies se réduit donc, suivant les prévisions, à quelques 16 millions. Encore faudrait-il, dans un calcul exact, tenir compte de l'énorme déchet dû aux transports gratuits effectués pour compte de l'État. D'autre part, en compensation d'une partie des charges financières, on pourrait compter l'intérêt des sommes mises à la disposition de l'État par les Comptes-Chèques-postaux, somme qui s'élevait au 31 décembre 1921 à fr. 117,902,017.

Il n'en est pas moins indispensable d'obtenir de nouveaux progrès dans l'organisation économique et le rendement des régies, pour que celles-ci concourent à l'équilibre budgétaire.

(1) Le projet d'organisation du Fonds des communes supprime cette attribution.

Une économie de 58 millions est obtenue sur le combustible et les autres consommations du chemin de fer; mais elle est absorbée par une augmentation de 54 millions sur le crédit pour « entretien, réparation et renouvellement du matériel », crédit qu'il importe de discuter. En outre, le Budget des Chemins de fer est grevé d'un ensemble de majorations formant un total de 35 millions environ pour traitements et salaires. On s'explique aisément que le système de la journée de huit heures ait provoqué de prime abord un sérieux surcroît de dépenses. Mais, par un travail d'organisation et d'adaptation, les gaspillages qui devaient inévitablement résulter de la première application de cette réforme devraient être éliminés, au moins en partie. Des explications sur ce point sont désirables.

Bref, le total des augmentations de crédits pour le Budget des Chemins de fer s'élève à 100 millions contre 68 millions de francs de réductions.

Augmentation de 13 millions de francs pour les dépenses des Postes, dont 11 millions de francs pour traitements et 1,628,000 francs dus à l'organisation de trains postaux de nuit.

Augmentation de 6 millions de francs pour les Télégraphes et Téléphones, dont 4 millions de francs pour traitements et salaires et 1,896,000 francs pour l'entretien des lignes et des bureaux.

Le Budget de la Marine, lourdement déficitaire, présente, il est vrai plus de réductions (7,225,940 francs) que d'augmentations (4,290,000 francs).

Parmi les « dépenses générales », le crédit le plus considérable (art. 97) se rapporte aux charges financières communes à la Marine, aux Postes, Télégraphes et Téléphones (28,797,730 francs); il devrait être ventilé pour que l'on se rendit un compte exact du rendement financier de ces services.

Les dépenses de premier établissement des régies ont été distraites du Budget extraordinaire et rattachées au Budget spécial du Ministère des Chemins de fer, ce qui est logique. Reste à savoir s'il ne conviendrait pas de créer, pour les emprunts contractés au profit des régies, un type spécial d'obligation. Ce procédé contribuerait à établir nettement la distinction entre le passif des régies et les autres éléments de la Dette publique; distinction qui n'apparaît actuellement qu'à l'aide de la comptabilité et peut donner lieu à bien des discussions.

Des dépenses extraordinaires proposées par le Département des chemins de fer pour l'exercice 1922, séparons les indemnités de vie chère qui montent à 74 millions, chiffre supérieur au total des frais de même nature pour tous les autres ministères: ce sont plutôt des dépenses exceptionnelles. Restent 163 millions de frais de premier établissement, chiffre inférieur de 150 millions environ à celui de l'an dernier. Cette somme est, pour la majeure partie, divisée entre les chemins de fer: Voies et travaux (65 millions) et le service des télégraphes et téléphones (72 millions). De la première catégorie de ces dépenses, on peut dire qu'elle est normale dans une entreprise qui possède des installations telles que notre réseau

de chemins de fer, mais qu'une gestion réellement économique exigerait la couverture de semblables frais au moyen de l'excédent de recettes. De la seconde, il faut se demander s'il n'y a pas quelque prodigalité à consacrer, dans le moment où nous sommes, 46 millions à l'ouverture de nouveaux réseaux téléphoniques, création de bureaux, extension des réseaux.

La liquidation du service du ravitaillement occupe un personnel de 159 employés et coûtera en 1922, suivant les prévisions, Fr. 1.834.976.

L'Etat continue l'exploitation des services frigorifiques pour lesquels sont prévus 105 millions en dépenses et 101 millions en recettes. On sait à quels aléas sont subordonnées les prévisions en pareille matière.

L'organisation actuelle des services frigorifiques ne peut être que transitoire. Il importe que le gouvernement la modifie le plus tôt possible, en réduisant les risques de l'Etat et les charges financières qu'il assume par l'immobilisation d'un capital de 100 millions.

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Les propositions de dépenses s'élèvent pour ce Budget à un total de 886 millions, inférieur de 77 millions au montant des crédits votés l'an dernier pour les dépenses de même catégorie.

Mais cette diminution n'a guère d'importance. Elle résulte, à concurrence de 54 millions, de ce que la totalité des charges résultant de l'emprunt de Restauration monétaire et de l'intervention de la Banque Nationale pour l'échange des marks allemands était portée aux articles 1 et 2 de ce Budget pour 161 millions, tandis qu'ils s'y trouvent inscrits cette année pour 107 millions seulement, somme qui représente exactement les charges financières dues à l'échange des marks. Comme nous avons tenu compte de cette charge, du moins à concurrence de 97 millions, dans l'examen fait ci-dessus du Budget ordinaire, abstraction en sera faite au prorata de cette somme, dans l'évaluation des charges extraordinaires.

Celles-ci, comme le fait remarquer l'Exposé général, ont changé d'aspect depuis la guerre. Antérieurement, elles étaient censées correspondre à un accroissement de l'outillage économique du pays ou au développement du matériel de guerre; actuellement, elles comprennent toute une série de dépenses anormales occasionnées par les événements dont nous subissons le contre-coup, et notamment les larges subventions de l'État pour atténuer les effets de la crise économique et sociale que nous traversons.

Très inégale est la participation des divers départements ministériels aux crédits inscrits dans ce Budget.

Les Départements de la Justice, des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, des Sciences et Arts, de l'Agriculture et des Affaires Économiques n'y prélèvent en tout qu'une quarantaine de millions. Malgré la modicité relative de ce chiffre, certains des crédits qui le composent témoignent d'un assez mince souci d'économie. Il en est qui engagent l'avenir : la Commission des Finances entend que, lorsqu'une dépense doit être répartie sur plusieurs exercices, il soit rendu compte chaque année, dans les développements du Budget, tant des crédits utilisés antérieurement que de ceux qui seront encore sollicités dans l'avenir. Au surplus, le rapport spécial qui nous sera soumis sur le Budget des dépenses extraordinaires proposera des suppressions et des réductions.

Les principaux participants au Budget des dépenses extraordinaires sont les départements des Travaux Publics (175 millions), de la Défense Nationale (141 millions), de l'Industrie (36 millions) et des Finances (305 millions).

Les crédits alloués aux deux premiers de ces départements — Travaux Publics et Défense Nationale — rentrent dans la notion classique du Budget extraordinaire.

Dans une période de dépression économique, les grands travaux publics sont à recommander ; mais vu l'état actuel des finances publiques et devant les tâches de reconstitution qui s'imposent, on ne peut admettre que des travaux immédiatement nécessaires ou productifs à l'exclusion du luxe et des améliorations dispendieuses. Avec plus de motifs encore que pour des objets moins importants, la Commission des Finances insiste sur la nécessité de renseigner la Chambre sur la totalité des dépenses dont une partie seulement est inscrite au Budget.

L'ensemble des crédits proposés pour le Ministère de la Défense Nationale atteint un total très élevé. Si l'on devait voir de si grandes dépenses se reproduire pendant une suite d'années, il en résulterait un énorme accroissement du passif de l'Etat et de nouvelles charges pour le budget ordinaire de la Dette publique. Outre l'examen détaillé des crédits proposés, la Commission demande quel est le programme d'ensemble qu'il s'agit de réaliser et le coût approximatif de ce programme.

Le Département de l'Industrie et du Travail supporte la charge du fonds de crise porté à la somme de 50 millions de francs, inférieure de 40 millions de francs au chiffre adopté pour l'exercice dernier. Si l'on ne peut contester la nécessité persistante de ce crédit, du moins faut-il insister pour que son utilisation soit réglée de telle sorte qu'elle ne contrarie pas la reprise du travail.

Les principaux crédits qui relèvent du Département des Finances sont :

a) L'avance annuelle de 15 millions de francs à la Colonie, seconde tranche d'une intervention consentie pour dix ans (art. 170) ;

b) Une participation de 115 millions de francs (dont 90 millions de francs porteront intérêt à 2 %) dans le coût d'habitations et logements à bon marché (art. 171 et 172).

c) Le subside au Fonds des Combattants : 150 millions de francs. Un même subside grèvera les quatre exercices ultérieurs.

Pour finir, les indemnités de vie chère des divers Départements, régies exceptées : 58 millions de francs. Le nouveau mouvement de baisse des prix qui s'annonce diminuera progressivement ces charges.

Le Budget des dépenses extraordinaires suggère des observations d'ordre général. Pris dans l'ensemble des recettes et des dépenses prévues pour 1922, il correspond assez exactement, surtout si l'on y ajoute les dépenses de premier établissement des régies, à la balance déficitaire. Celle-ci est fixée par l'exposé général à 1,142 millions de francs. Or, les crédits inscrits au Budget extraordinaire vont à 886 millions de francs, et les dépenses de premier établissement des régies à 237 millions de francs, soit pour ces deux groupes un total de 1,123 millions de francs. Il y a dans ce total une charge annuelle de 97 millions de francs provenant de l'échange des marks, dont nous avons tenu compte en analysant le Budget ordinaire. Reste un milliard de francs qu'il faudra emprunter ; d'où surcharge de 60 millions pour les futurs Budgets de la Dette publique.

Or, parmi les gros chiffres de dépenses qui ont été relevés ci-dessus, il en est plusieurs qui reparaitront dans les Budgets futurs. Le subsidé du Fonds des Combattants absorbera encore 600 millions de francs. Les Travaux publics et la Défense Nationale auront aussi des exigences répétées.

La Chambre ne devrait accueillir qu'avec une extrême réserve les dépenses extraordinaires qui ne sont pas imposées par des nécessités absolument indiscutables. Relevons nos ruines, réparons nos dommages de guerre : c'est actuellement notre véritable tâche. Avant que celle-ci soit accomplie, avant que nous puissions évaluer exactement la charge qui en résultera pour le pays, les projets coûteux doivent dormir dans les cartons.

LES DÉPENSES RECOUVRABLES EN EXÉCUTION DES TRAITÉS DE PAIX.

L'addition de ces dépenses donne un total de 2,285 millions de francs, que peut décomposer comme suit :

Dettes publiques	fr.	471 millions.
Divers ministères	10	id.
Agriculture	53	id.
Travaux publics.	76	id.
Défense nationale	172	id.
Affaires économiques	1,246	id.
Chemins de fer, Marine, etc.	254	id.

Les propositions contenues dans ce Budget ont fait l'objet, de la part de votre Commission, de longues discussions touchant les réductions que l'on pourrait y opérer, réductions qui intéressent directement l'État puisque le montant de l'indemnité à payer par l'Allemagne est fixé à un chiffre forfaitaire. Un rapport spécial sera dressé, qui documentera la Chambre, avec toute l'ampleur nécessaire, sur cet aspect du problème des réparations.

Nous n'examinerons que les répercussions financières de ce Budget. Celles-ci offrent une redoutable gravité au point de vue de l'avenir.

Pour cet exercice, l'équilibre s'établit entre dépenses et recettes; une balance favorable de 213 millions apparaît même, grâce à la liquidation prévue de notre « Priorité ». En effet, nous trouvons au tableau des recettes de réparations :

ART. 3. — Produit des livraisons allemandes en nature . fr. 312 millions.

ART. 4. — Solde des versements allemands en numéraire. . 2,142 id.

Ce dernier article résulte de la conversion en francs belges (à fr. 2.50 le mark-or) des sommes que voici :

a) 500 millions de marks-or versés à la Belgique dans le courant de l'année 1921. (Voir Annexe.)

b) 580 millions de marks-or, dont le versement est attendu pour l'année 1922 et déjà effectué en partie. (Exposé général, p. 27.)

Du produit fourni par cette conversion est déduit, au profit du Budget ordinaire des Voies et Moyens (art. 67 et 69), un montant de 545,240,000 francs; reste la somme indiquée ci-dessus.

L'édifice de notre Budget repose donc sur les versements allemands qui seront opérés en 1922 et sur l'attribution de la plus grande partie de ces versements à la Belgique.

Qu'arrivera-t-il plus tard?

Pour se rendre approximativement compte de l'évolution future du Budget des

dépenses recouvrables, il convient de l'envisager sous ses deux aspects : dépenses et recettes.

La nature des dépenses va se modifier progressivement. Dès les prochains exercices, les divers Départements ministériels qui émargent encore au Budget des Dépenses recouvrables, du chef de divers dommages de guerre, vont successivement cesser d'y avoir part ; et ce Budget se concentrera tout entier sur le Département des Affaires Économiques, tant pour la reconstitution des régions dévastées que pour les indemnités. Dans un délai de trois à cinq ans, suivant les prévisions actuelles, ce Département aura lui-même accompli sa tâche de réparation. Dès lors, il ne restera au Budget des Dépenses recouvrables que le chapitre des charges de dettes.

Ce chapitre comprend, dans le projet qui vous est soumis pour le présent exercice, les articles suivants :

1. Service de l'emprunt émis en 1921 par la Fédération des Coopératives	fr. 47,096,000
2. Intérêts et frais de la dette interprovinciale	107,830,000 (1)
3. Intérêts à 5 % des titres délivrés ou à délivrer du chef de la réparation des dommages de guerre.	250,000,000
4. Annuité due au Crédit Communal	26,250,000
5. Pensions militaires	18,495,200
6. Allocation aux victimes civiles de la guerre	22,000,000
TOTAL.	fr. 476,671,200

A mesure que s'achèvera la restauration des régions dévastées, que les tribunaux statueront sur les demandes d'indemnités, ce total s'accroîtra de plusieurs chefs.

Les engagements des hauts Commissariats des régions dévastées étant évalués actuellement à un milliard et demi, il faut prévoir de ce chef une charge d'intérêts et d'amortissement qui pourrait s'élever approximativement à fr. 80,000,000.

Quant au montant des indemnités qui restent à payer, on peut l'estimer, selon les indications qui ont été communiquées à la Commission des Finances et en supposant une jurisprudence plutôt restrictive, de huit à dix milliards. Cessommes, partie à liquider, partie à représenter par des titres, exigeraient au minimum un service d'intérêt de 400 millions avec un amortissement de 80 millions, pour être remboursées en quarante ans.

Le montant des titres d'indemnité actuellement émis s'élevant à 2,200 mil-

(1) Ce montant est réduit de 7,200,000 francs par suite d'une convention récente avec la Banque Nationale.

lions, l'intérêt de ces titres à 5 % exige 110 millions et leur amortissement en quarante ans coûterait 1 % en plus.

L'article 3 porterait donc finalement.	fr.	480 millions
		+ 132 id.

TOTAL.	fr.	612 millions
--------	-----	--------------

soit une majoration en chiffres ronds de 350 millions de francs sur le crédit porté pour 1922.

Du chef des dettes des Communes, une augmentation de l'article 4 pourrait devenir nécessaire. Bornons-nous à signaler cette éventualité.

Quant aux pensions militaires, le crédit actuellement inscrit au budget des dépenses recouvrables suivra une courbe de hausse au fur et à mesure des règlements définitifs. Si l'on considère qu'un ensemble de crédits de près de 140 millions est actuellement attribué au Ministre de la Défense Nationale pour les invalides de guerre, ainsi que pour diverses allocations aux combattants et à leurs familles, il faut prévoir que l'article 4 sera finalement majoré de fr. 100,000,000 »

Enfin, pour les victimes civiles, le Département des Affaires Économiques prévoit une charge de 150 millions, soit une majoration sur le chiffre porté à l'article 6 de fr. 128,000,000 »

Il convient de remarquer que ces deux dernières dettes n'ont pas le même caractère que les charges des emprunts et des titres d'indemnité, qui constituent des obligations perpétuelles: elles diminueront d'année en année.

D'après ces données, sous réserve de l'incertitude qui plane encore sur ces chiffres, on peut fixer les charges annuelles du Budget des Dépenses recouvrables dans leur état final à 1,100 millions de francs, en chiffres ronds.

Toutefois, ce total pourra être réduit dans la mesure où les recettes de réparation viendront diminuer le capital à emprunter ou à représenter par des titres. Grâce à la Priorité, la somme indiquée ci-dessus pourrait être diminuée d'une centaine de millions.

Quelles seront les *recettes*?

« En 1923, dit l'exposé général (p. 27), par le paiement du solde notre Priorité, nos recettes seront encore relativement importantes. » Ce solde, compte tenu de l'imputation de 1,205 millions de marks-or sur l'exercice 1922 et des imputations déjà faites sur l'exercice 1921 (561,000,000 de francs belges), consistera en 500 à 600 millions de marks-or ou un 1 1/2 milliard de nos francs. (Annexe : lettre du 20 février.) De plus, la Belgique aura droit à sa part dans l'indemnité globale versée par l'Allemagne, sauf amortissement de la Priorité, conformément à l'engagement du 16 juin 1919. Si, par exemple, l'Allemagne verse 2 milliards, la part de la Belgique sera de (160,000,000 — 63,660,000) 93,330,000 marks-or ou 300 millions de francs approximativement, outre le solde de la Priorité.

Le Budget des Dépenses recouvrables, à supposer qu'il fût inférieur de 20 % à celui de cette année, serait donc encore couvert par les recettes de réparation. Mais il ne resterait aucun disponible pour constituer la recette compensatoire de 433 millions portés au Budget des Voies et Moyens. Cette recette n'existerait donc qu'en écritures et masquerait un déficit d'autant.

A partir de 1924, la Priorité se trouvant complètement liquidée, commencera une période plus difficile. Si la totalité des versements allemands ne dépasse pas trois milliards, la part de la Belgique ne s'élèvera qu'à (240,000,000—66,660,000) 173,330,000 marks-or, ou environ 500 millions de francs belges. Ce chiffre n'augmentera que dans la mesure où se développera la capacité de paiement de l'Allemagne; et sous ce rapport, aucune prévision n'est possible.

Par conséquent, à partir de 1924, le Budget des Dépenses recouvrables se trouvera en déficit; les dépenses de réparation devront être couvertes par des emprunts, dont les charges s'ajouteront au service des titres d'indemnité. Alors même que le budget ne sera plus qu'un second Budget de la Dette publique — comme nous l'avons expliqué plus haut — il ne s'équilibrera que si les versements allemands progressent, en ce qui concerne la Belgique, de 500 millions à 1 milliard de francs, c'est-à-dire s'ils s'élèvent en tout à 5 milliards de marks-or. Alors encore nous manqueraient les 433 millions nécessaires pour équilibrer le Budget ordinaire (art. 69 des Voies et Moyens).

RÉSUMÉ.

Considérons dans leur ensemble les aspects si complexes du Budget qui nous est soumis :

Un fait domine l'exercice budgétaire de 1922 : c'est l'inscription en recette de trois milliards à valoir sur la Priorité de réparation que les Puissances alliées ont consentie à la Belgique. L'encaissement de cet acompte nous apporte un double bienfait : d'une part, il diminue considérablement le recours au crédit ; d'autre part, il dispense de créer de nouvelles ressources fiscales avant que l'Administration des Contributions ait assuré l'application des lois récentes et puisse en évaluer le rendement.

Toutefois, l'examen détaillé du Budget révèle une situation grosse de difficultés :

a) Si l'on retranche du Budget ordinaire deux recettes qui n'existent qu'en écritures — savoir : les prélèvements de 165 millions sur le Budget des régies et de 97 millions sur le Budget des Dépenses extraordinaires — et une recette de 433 millions qui devra disparaître après liquidation de la Priorité, ce Budget se solde en déficit de 700 millions.

b) Les régies interviennent dans le déficit à concurrence de 165 millions de francs, montant des charges financières qu'elles devraient compenser par leurs propres ressources.

c) Les dépenses extraordinaires, jointes aux dépenses de premier établissement des régies, entraînent un accroissement de la Dette publique qui se chiffre par un milliard environ.

d) La Priorité une fois liquidée, le Budget des Dépenses recouvrables laissera lui-même un déficit important.

Le Budget ordinaire est alourdi, sans doute, par des charges de dettes qui correspondent aux dépenses de réparation faites pour compte de l'Allemagne ; mais le Ministre des Finances a fait sagement de les y inscrire. Une illusion dangereuse résulterait de l'imputation de ces charges sur le Budget des Dépenses recouvrables, car il n'y a guère d'apparence qu'on puisse les équilibrer au moyen des excédents de ce dernier Budget, du moins dans un avenir prochain.

Pour couvrir l'écart que l'on aperçoit entre les recettes et les dépenses normales du Budget ordinaire, divers moyens devront intervenir.

De nouveaux progrès devront être réalisés dans la gestion industrielle des régies ; ils seront d'ailleurs favorisés par la courbe de baisse des prix.

Un certain produit pourrait être obtenu du capital constitué par les marks retirés de la circulation ; toutefois, l'état du marché monétaire ne permet guère d'espérer que ce produit équivaille aux charges correspondantes.

Ces deux points mis à part, l'équilibre budgétaire exige comme première condition l'économie, tant prônée et si difficile à réaliser.

Il est vrai que la guerre a créé des habitudes de gaspillage et de laisser-aller contre lesquelles il est grand temps de réagir; d'autre part, les services publics ont pris une telle extension, ils ont dû répondre à tant de nécessités nouvelles qu'il ne peut être question de condamner en bloc le développement qu'ont pris la plupart des administrations. Il faut accomplir une œuvre laborieuse de mise au point, comme le Gouvernement se propose de le faire. (Exposé général, p. 26.)

Il faut lutter contre l'abus du fonctionnarisme qui ruine l'État, tant par les frais qu'il entraîne, que par les activités qu'il confisque. Traitant cette question à un point de vue spécial, le rapporteur général du budget français disait fort justement : « La multiplication des degrés et des rouages de contrôle coûte souvent plus cher à l'État qu'elle ne lui rapporte, lorsqu'elle aboutit à immobiliser des centaines et des milliers d'heures de travail hautement qualifié, pour obtenir des redressements d'importance souvent minime ⁽¹⁾. »

D'autre part, étant donné l'état de notre budget, il y a des renoncements nécessaires : renoncement aux travaux de luxe, à l'intervention de l'État en tout et partout, aux améliorations dispendieuses.

Seconde condition : l'accroissement des recettes. Ne dissimulons pas qu'il faudra de nouveaux impôts dans un délai rapproché. Toutefois, on ne peut que se rallier aux idées émises par M. le Ministre des Finances. En ce moment, au lendemain de la création de tout un nouvel appareil fiscal, le progrès des recettes ne peut être demandé qu'à une application bien conduite des lois récemment votées. Accumuler les innovations en matière d'impôts serait condamner l'Administration à une tâche impossible et aboutir à un échec.

Au surplus, il ne suffit pas de voter des impôts pour créer des ressources importantes et durables. Plus d'un pays apprend actuellement par expérience que la fiscalité ne dépasse pas utilement certaines limites. C'est la pratique de l'instrument fiscal récemment mis en œuvre qui enseignera les possibilités à utiliser dans l'avenir.

Les dépenses extraordinaires devront fixer tout spécialement l'attention de la Chambre. Si, comme l'indique l'exposé général, elles devaient garder pendant quelques années l'importance qu'elles possèdent dans le Budget actuel, il faudrait inscrire deux à trois cent millions en plus pour le service de la Dette publique. Ces chiffres s'ajouteraient au déficit normal que nous prévoyons pour le budget ordinaire.

Enfin, le Budget des Dépenses recouvrables, qui offre un excédent, grâce à la priorité, sera déficitaire dans un avenir prochain. Jusqu'ici, l'évolution future de

(1) BOKANOWSKI. Rapport sur le Budget de 1922, p. 50.

ce Budget échappait à toute prévision. Nous pouvons, actuellement, grâce aux données fournies à la Commission du Budget par M. le Ministre des Affaires Économiques, évaluer avec quelque approximation, la charge des réparations.

Comme on l'a dit souvent, le montant de cette charge est l'un des principaux facteurs de notre situation financière, facteur d'autant plus redoutable qu'il est vaguement connu. Une phase nouvelle s'ouvre, durant laquelle le problème s'éclaircira progressivement. Dès à présent, il apparaît qu'une dépense permanente de plus d'un milliard subsistera lorsque, la restauration des régions dévastées étant accomplie et les indemnités de réparation allouées, ce Budget se réduira à un service de dettes et de pensions.

Par contre, le montant des annuités que nous versera l'Allemagne, après liquidation de la Priorité, reste dans le domaine des conjectures. Il est à craindre que, durant plusieurs années, le versement total ne dépasse pas 3 milliards de marks-or, soit pour la part de la Belgique environ 500 millions de francs, déduction faite de l'amortissement de la Priorité; de sorte qu'une somme au moins égale devrait être couverte par l'emprunt.

Mieux nous connaissons les charges de réparation que nous a laissée la guerre et que le Traité de Paix a mises au compte de l'Allemagne, mieux il apparaît que l'état de paiement arrêté par les Alliés ne nous accorde qu'un minimum à défaut duquel nous ne sortirons pas du déficit. Tout en réclamant l'économie dans l'œuvre de réparation comme dans les autres services de l'État, on ne peut songer à laisser cet œuvre inachevé, au mépris de la justice.

Votre Commission reconnaît que, dans toutes les occasions où la créance de la Belgique a été discutée, où la Priorité a dû être défendue, le Gouvernement a soutenu avec énergie et succès les droits imprescriptibles de notre pays.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXES

I.

Question n° 19 (en flamand) de M. Baels du 24 janvier :

En connexité avec le droit de priorité de la Belgique sur les sommes à payer par l'Allemagne, nous insistons pour obtenir une réponse claire aux questions suivantes :

1. Quelle est l'importance des sommes payées jusqu'ici par l'Allemagne aux Alliés?
 2. Quelle est l'importance des sommes qui ont été attribuées à la Belgique?
 3. Combien se monte le chiffre à déduire pour frais d'occupation ou d'autres causes?
 4. Les sommes qui ont été attribuées à la Belgique sont-elles déjà touchées ou est-ce qu'elles se trouvent encore à la disposition de la Commission interalliée?
- Dans ce dernier cas, sait-on déjà quand les sommes dues seront versées dans les caisses de l'État belge?

Réponse.

1. L'Allemagne a versé jusqu'ici, en espèces, aux Alliés une somme de 1,370 millions de marks-or.
 2. Cette somme ne comprend ni les livraisons en nature faites par l'Allemagne ni la valeur de biens d'État ou d'Empire se trouvant dans les territoires cédés.
 3. Sur les 1,370 millions en espèces versés aux Alliés, 1,135 ont été attribués à ce jour à la Belgique, sous réserve de déduction du coût des armées d'occupation non couvert à la date du 1^{er} mai 1921.
 4. Du chef de ce solde non couvert, une somme qui n'a pas encore été définitivement fixée, mais qui ne dépassera pas 640 millions de marks-or, doit être reversée aux Alliés.
- 4 et 5. Les sommes attribuées à la Belgique lui ont été transmises et figurent soit dans l'encaisse de l'État à la Banque Nationale, soit dans ses dépôts en devises étrangères en d'autres pays.

Question n° 27 de M. Mechelynck du 25 janvier :

Quel est, à la date du 1^{er} janvier 1922, le montant des sommes et valeurs reçues par la Belgique à valoir sur la priorité des deux milliards et demi ?

Réponse :

La Belgique a reçu à ce jour les paiements suivants de l'Allemagne :

1° Espèces	1,135 millions de marks-or.
2° Livraisons en nature, y compris le matériel d'armistice	613 id.
TOTAL	1,748 millions de marks-or.

De ce total, il faut déduire :

1° Les frais de l'armée d'occupation belge à ce jour, en dehors des marks-papier fournis directement par l'Allemagne :

Millions de marks-or 204

2° Le solde non couvert des armées d'occupation alliées au 1^{er} mai 1921 (chiffre non encore fixé mais qui ne dépassera pas 640 millions de marks-or) 640

844 millions de marks-or.

DIFFÉRENCE. 904 millions de marks-or.

Il resterait donc dû à la Belgique, en prenant comme définitifs les chiffres ci-dessus, une somme de 1,096 millions de marks-or au titre de sa propriété.

II.

*Lettre de M. le Premier Ministre à M. le Président
de la Commission du Budget.*

Bruxelles, le 20 février 1922.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En réponse à votre lettre du 17 février courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les questions que vous avez bien voulu me poser en ce qui concerne :

1° Le paiement des dommages de guerre ;

2° L'article 88 du projet de budget des dépenses recouvrables, sont de la compétence du Département des Affaires Économiques.

Je me suis empressé de les lui transmettre, avec prière de vouloir bien vous adresser directement les réponses.

Exception doit être faite pour les avances effectuées par l'État à la Société nationale de crédit à l'industrie.

L'État n'a remis aucune somme à la Société nationale en vue de régler des dommages de guerre; il lui a seulement fait, pour cinq ans, une avance de 200 millions, à 5 % d'intérêt, par imputation sur les fonds provenant de la liquidation des crédits bancaires.

La Société fait, au moyen de ses ressources propres (son capital, ses émissions, des cessions aux établissements de crédit), l'avance aux industriels et aux commerçants du montant des titres qui leur ont été délivrés sous la forme ordinaire ou sous la forme spéciale aux bons de réquisition. Ces avances dépassent actuellement le total de 1 1/2 milliard dont 325 millions sur bons de réquisition.

* *

Par la même occasion, vous proposer :

1° De réunir toutes les charges afférentes à la dette au budget ordinaire, à l'instar de ce qui a été fait pour les charges des marks;

2° de porter au budget des dépenses recouvrables :

a) Le total des versements allemands;

b) Les intérêts des sommes empruntées pour des dépenses de réparation.

Si la double inscription au Budget général de la charge des marks n'avait pas été imposée par la force des choses, le Gouvernement se fût bien volontiers passé de cette solution. Cette manière de procéder, qui a pour résultat de porter deux crédits pour un dans les prévisions de nos dépenses, fausse le véritable aspect de notre budget en lui assignant un total qui ne répond pas à la réalité; celle-ci, par elle-même, est assurément déjà suffisamment inquiétante.

Vous comprendrez maintenant pourquoi il a été jugé préférable aussi de déduire des versements allemands la somme représentant la contre-valeur de la charge des emprunts contractés pour des dépenses incombant à nos ex-ennemis.

Cette façon de faire n'est, d'ailleurs, pas nouvelle : Elle est appliquée depuis l'existence du fonds communal et du fonds spécial des communes, à la part qui leur revient dans le produit de certaines de nos ressources, et le système a été consacré plus récemment encore dans notre nouveau code fiscal pour la répartition entre l'État, les provinces et les communes, des impôts transformés.

Je ne puis, dès lors, me déclarer partisan des modifications que vous suggérez.

* *

Le classement, sous la section des recettes exceptionnelles, des sommes à prélever sur les versements allemands a été inspiré par le fait que ces recettes ont encore un caractère aléatoire et une importance passagère qui doivent, semble-t-il, les faire écarter de la partie du Budget plus spécialement réservée aux

ressources permanentes. Quant à la charge des marks, elle peut être considérée comme grevant seulement temporairement nos budgets, ce qui doit faire exclure également la recette, en ce qui les concerne, de la première section des Voies et Moyens.

. . .

La somme de 433 millions de francs représente les intérêts à 5 %, calculés sur les parts à attribuer à l'Allemagne dans les déficits de nos Budgets, et se montant :

Pour 1919, à . . .	2,124 millions de francs.
Pour 1910, à . . .	4,622 id.
Pour 1921, à . . .	1,915 id.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

III.

*La lettre de M. le Premier Ministre à M. le Président
de la Commission du Budget.*

Bruxelles, le 20 février 1922.

MON CHER PRÉSIDENT,

Il est assez difficile de vous donner une évaluation complètement exacte au 1^{er} janvier 1922, de ce que nous avons reçu en compte réparations, car certaines comptabilisations, celle des livraisons en nature notamment, suscitent d'assez nombreuses difficultés et s'opèrent assez lentement.

Le total des livraisons en nature au 1^{er} janvier doit être pourtant sensiblement analogue au chiffre que je vous ai donné. En ce qui concerne les espèces, il y aurait lieu d'en déduire les deux versements, chacun de 31 millions de marks-or, faits le mois dernier, ce qui porterait le montant total en espèces reçu à 1,073 au lieu de 1,135 millions de marks-or.

Vous me demandez si tout viendra au Budget de 1922.

Non, car une partie de ces paiements était prévue au Budget de 1921; la réalité a, en fait, dépassé les prévisions, mais vous serez d'accord avec moi qu'au moment où le Budget a été préparé, c'est-à-dire en novembre 1920, il eût été imprudent d'escompter le paiement d'une grande partie de notre priorité.

Ces sommes prévues au Budget de 1921 étaient les suivantes :

Couverture frais d'armées d'occupation	fr.	90 millions.
Charge de la dette contractée pour faire face à des charges de réparation incombant à l'Allemagne		300 id.
Recettes de Budget recouvrable		261 id.
TOTAL		fr. 651 millions.

C'est là la somme qui vient en déduction des recettes totales que je vous ai indiquées, le solde devant figurer au Budget de 1922.

Je vous prie de croire, mon cher Président, à mes sentiments dévoués.

G. THEUNIS.

IV.

Crédits portés aux Budgets des exercices 1919, 1920 et 1921 pour la réparation des dommages causés par les Allemands (Traité de Versailles, art. 232. — Annexe I).

	En millions de francs.
Exercice 1919	fr. 2,312
Exercice 1920	4,714
Exercice 1921	2,512
TOTAL.	fr. 9,538

REMARQUE : Les prévisions de recettes de réparation se sont élevées :

	En millions de francs.
En 1919	fr. 188
En 1920	92
En 1921	596
TOTAL.	fr. 876

(1)

(N^o 133)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MAART 1922.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1922 ⁽¹⁾.

ALGEMEEN VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN. DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

I.

ALGEMEEN VERSLAG.

De Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1922 wordt ons voorgelegd in een vorm die grondig afwijkt van het stelsel aangenomen voor de begrotingsontwerpen van de dienstjaren 1919, 1920 en 1921.

Twintig wetsontwerpen, in plaats van een enkel, worden aan de Kamers onderworpen ⁽³⁾. Veertien van deze ontwerpen bevatten de Begrooting van 's Lands Middelen en de voorstellen tot crediet voor de diensten die afhangen van de Gewone Begrooting; bijzondere ontwerpen omvatten de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven, de Begrooting der Invorderbare Uitgaven ter uitvoering van de vredesverdragen, de Begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Marine, Posterijen en Telegrafen, de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor de bevoorrading, ten slotte de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order.

Eene beschouwing van practischen aard, die overheerschend werd geacht ten aanzien van de verwickelingen en den ernst van onzen financieelen toestand,

(1) Begrootingen, n^o 24, I tot XX.

(2) De *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* bestaat uit de heeren MECHÉLYNCK, *voorzitter*, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (AUG.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUVERMANS.

(3) De Begrootingen van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken, alsmede van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten werden eerst in den Senaat onderzocht.

heeft der Regeering als leiddraad gediend bij hare keuze in deze : aan beide Kamers moet ruimere gelegenheid gegeven worden voor het onderzoek der Begrootingen. Anderzijds kunnen deze, na door u te zijn onderzocht en goedgekeurd, afzonderlijk aan den Senaat worden overgemaakt, zonder bijzondere formaliteit. Anderzijds kon men, krachtens artikel 27 van de herziene Grondwet, een deel der Begrootingen rechtstreeks aan den Senaat zenden. Aldus kunnen beide Kamers zich gezamenlijk aan het werk zetten en eens zooveel tijd besteden aan het onderzoek der Begrootingswetten zonder de afkondiging er van te vertragen. Onder de tegenwoordige omstandigheden mag men zeggen dat dit grondig onderzoek het hoofddoel is, waarnaar moet gestreefd worden, en naast hetwelk al de andere doeleinden slechts van ondergeschikten aard zijn.

In de Begrootingscommissie waren de geesten echter zeer verdeeld over deze kwestie van vorm.

Tegen het hooger omschreven voordeel hebben verscheidene leden als bezwaar aangevoerd : het regelen, door afzonderlijke stemmingen, van vraagstukken die dooreenloopen, zoodanig dat zij alle zouden moeten voorbehouden blijven tot aan de eindbeslissing die over het geheel moet genomen worden. Men moet namelijk een crediet van de gewone naar de buitengewone begrooting, en omgekeerd, kunnen overbrengen. De Begrooting van 's Lands Middelen moet overeenkomen met de geheele som van de begrootingen der uitgaven ; en, moet dit geheel gewijzigd worden om tot evenwicht te komen, toch mogen de verworven goedkeuringen de mogelijkheid van amendementen niet uitsluiten. Op stuk van zaken is het stelsel van de eenige Begrooting geen beletsel voor de uitdrukking eener meening betreffende een ministerieel departement in 't bijzonder, — vermits eene stemming bij naamafroeping over het geheel op het onderzoek van elke der Begrootingstabellen kan volgen, — noch voor de gelijktijdige studie van de begrootingsvoorstellen door de commissiën, in de twee Kamers opgericht.

De ééne Begrooting dringt zich op om de openbare meening voor te lichten, om duidelijk de groote trekken van den financiëleen toestand aan te geven. Zeer onder den indruk van deze beschouwingen hebben talrijke leden van de Commissie zich in beginsel niet kunnen aansluiten bij de formule aangenomen voor de Begrooting van 1922. Zij drukken den wensch uit dat de Regeering vanaf het volgend dienstjaar tot de ééne begrooting zou terugkomen.

Voor andere leden schijnen die opwerpingen slechts theoretisch te zijn.

De beide Kamers beginnen het onderzoek van de Begrootingen in de overtuiging, geboren uit de ondervinding der vorige dienstjaren en uit een zeer oppervlakkig onderzoek der feiten, dat de uitgaven in zeer hooge mate de normale inkomsten overschrijden en dat het begrootingsevenwicht slechts kan beschouwd worden als een zeer ver ideaal. Het geldt minder eene juiste balans te vinden van de ontvangsten en de uitgaven — eene taak, voor langen tijd nog onmogelijk — dan iedere Begrooting in 't bijzonder uit te pluizen om er alles uit te weren dat niet door eene werkelijke behoefte wordt gewettigd : een werk van veel tijd en toewijding, waartoe beide Kamers moeten bijdragen, en voor hetwelk het niet slecht is de kaders wat leniger te maken. Anderzijds heeft de Regeering er voor gezorgd, dat de Kamers de studie van de afzonderlijke Begrootingen niet aanvatten

alvorens een algemeen overzicht te hebben van de balans der voorgestelde ontvangsten en uitgaven. Het is met het oog op den algemeenen uitslag, omschreven in de Toelichting, dat men met het onderzoek van al de Begrootingen moet aanvangen; de Commissie voor de Financiën is ten andere er mee belast, in de mate van het mogelijke, de verhoudingen en de vastheid van het begrootingswerk, in zijn geheel genomen, te handhaven.

Zoo het waar is dat de vorm, door de Regeering aangenomen, eene belangrijke daad van het parlementair leven wegneemt, namelijk de stemming over het geheel, dan meenen toch diezelfde leden dat de beteekenis van deze stemming eer van politieken dan van financieelen aard is; zij heeft slechts een louter theoretische beteekenis voor het geheel van de ontvangsten en uitgaven, die werkelijk zijn vastgesteld vóór de eindbeslissing.

Practisch beschouwd, heeft de Regeering het ernstigste verwijt vermeden dat men zou kunnen richten tot het stelsel van de verdeelde begrooting, door in een algemeen overzicht het geheel der cijfers te vereenigen, die de balans moeten vaststellen, en door bij deze tabel beschouwingen te voegen, die niet enkel het tegenwoordig dienstjaar omvatten, maar ook de toekomst der Staatsfinanciën.

Dit overzicht heeft als grondslag gediend voor het onderzoek dat uwe Commissie voor de Financiën en de Begrootingen heeft ondernomen; het algemeen verslag, dat u wordt aangeboden als uitslag van dit onderzoek, past zich aan bij de verschillende onderdeelen van dit document, aan de waarde van hetwelk iedereen hulde brengt.

Eindelijk drukten verscheidene leden den wensch uit, dat dit zoo belangrijk en zoo volledig document, als het ontwerp van Begrootingswet is, in een vasten en definitieven vorm zou worden aangeboden. Minder veranderingen, minder verbeteringen! Onder opzicht van duidelijkheid is de voortduring van de aangenomen methode misschien nog van meer belang dan de hoedanigheid zelve van deze methode.

Wijzend tot staving van den nieuw aangenomen vorm op het bezwaar der vertragingen die het stelsel van de éene Begrooting medebrengt voor de eindstemming over de Begrootingswet, heeft de Regeering er aan herinnerd dat deze wet moet worden afgekondigd ten laatste op 1 Januari. Men mag zich afvragen of, op gevaar af steeds zijn toevlucht te moeten blijven nemen tot de voorloopige twaalfden, het oogenblik niet gekomen is een radicalen maatregel te treffen.

Krachtens artikel 2 der wet van 1846 op de comptabiliteit van den Staat, moest de Begrooting ingediend worden op 1 Maart van het jaar vóór het dienstjaar dat moest geregeld worden: eene bepaling die weldra ontoepasselijk scheen.

De wet van 24 Juli 1900 bepaalde op 31 October den dag waarop het Begrootingsontwerp aan de Kamerleden zou worden rondgedeeld. Door dien zachteren eisch werden de voorloopige credieten, noch de aanvullende credieten vermeden. Men moet er niet aan twijfelen dat, zelfs wanneer de Regeering voortaan de Begrooting

kon voorleggen binnen de wettelijke termijnen, de stemming niet zou plaats hebben vóór den aanvang van het dienstjaar. De tijd tusschen den tweede Dinsdag van November en 1 Januari is natuurlijk te kort om aan de twee Kamers toe te laten een zoo belangrijk werk af te handelen als het onderzoek en de goedkeuring van de Begrootingen, zooals die gegroeid zijn uit de buitengewone evolutie der laatste tijden.

Een eerste middel ligt voor de hand, namelijk het indienen van het begrootingsontwerp op 1 Juli, zoodat de Commissiën het kunnen onderzoeken gedurende den verloftijd en het werk der Kamer zelf kon afgedaan worden binnen de enkele weken die aan 1 Januari voorafgaan. Men kan echter kwalijk een ernstigen uitslag van dit middel verwachten, vermits het stuit op drie moeilijkheden : eerstens de verplichting van een wel samenhangend begrootingsontwerp, in te dienen zes maanden vóór den aanvang van het dienstjaar; ten tweede, de verloftijd, dien men moeilijk voor een dergelijk werk kan benuttigen; ten derde, de geringe duur van den zittijd, die aan den 1^o Januari voorafgaat, en de verschillende onderwerpen die vaak dezen tijd in beslag nemen.

Daarom zijn velen van meening dat het eenige stelsel om aan de wijze van wetgeving, inzake begrootingen, de gewenschte geregeldheid te geven, zou zijn, als aanvangspunt van het financieele jaar den datum van 1 April te nemen. Zonder eene beslissing voor te stellen, die men slechts zal kunnen aannemen na eene grondige studie, dringt uwe Commissie voor de Financiën bij de Regeering aan, opdat zij dit vraagstuk aan de bevoegde diensten zou onderwerpen.

De twintig wetsontwerpen op de Begrootingen, die de Regeering aan de beraadslagingen der Kamers onderwerpt, zijn gegroepeerd volgens eene methode die de Commissie voor de Financiën heeft aanbevolen sedert vele jaren.

Buiten het geheel der gewone begrootingen zijn geplaatst de ontvangsten en uitgaven van de spoorwegen, marine, posten en telegraphen : ontvangsten en uitgaven die eer een handelskarakter dan een administratief of een fiscaal karakter hebben, en waarvan het evenwicht moet gevonden worden buiten de andere gedeelten van de Algemeene Begrooting.

Van de Buitengewone Begrooting zijn afgezonderd de uitgaven invorderbaar krachtens de Vredesverdragen. Deze, die binnen het kader der eigenlijke Buitengewone Begrooting blijven, zijn zelf, wegens de omstandigheden, in twee reeksen verdeeld : de eerste omvat de uitgaven van uitrusting of van « oprichting », de andere de onproductieve uitgaven die uit de min of meer langdurige gevolgen van den oorlog voortvloeien.

De dienst van de Bevoorrading, ofschoon beperkt, vormt eene afzonderlijke afdeeling van de algemeene Begrooting, daar eene bijzondere balans moet opge maakt worden tusschen de ontvangsten en de uitgaven van dien dienst.

De Algemeene Toelichting behandelt vooreerst de gewone en buitengewone ontvangsten van de Staat. In omgekeerden zin zal het verslag eerst de uitgaven vaststellen, waarin deze ontvangsten zouden moeten voorzien.

Met terzijdelating van de Begrooting der openbare schuld, die een bijzonder

onderzoek vergt, willen wij de credieten, voor de verschillende besturen van den Staat voorgesteld, onderzoeken en ze vergelijken met deze aangenomen voor het vorige dienstjaar en met de cijfers van de Begrooting voor 1914.

	1914	1921	1922
Dotatiën fr.	5,624,579	11,074,172	11,979,700
Justitie	32,286,800	102,574,000	114,159,000
Buitenlandsche Zaken	5,118,291	18,545,220	26,101,167
Binnenlandsche Zaken	8,249,660	34,636,487	47,400,663
Wetenschappen en Kunsten	46,793,948	261,578,804	277,766,718
Landbouw	12,883,424	23,005,443	27,560,866
Openbare Werken	22,256,000	91,616,200	91,246,290
Nijverheid en Arbeid	26,897,600	150,737,800	156,493,700
Koloniën	1,442,925	4,275,155	4,457,569
Landsverdediging	89,912,225	525,092,630	482,964,160
Gendarmerie	11,267,230	53,053,400	51,061,783
Financiën	26,544,050	112,644,450	121,918,378
Economische Zaken	»	3,630,950	6,738,880
Onwaarden en Terugbetalingen	2,821,000	26,205,000	28,925,000
TE ZAMEN fr.	292,097,732	1,420,524,736	1,449,773,346

De eerste indruk dien men krijgt bij het lezen van deze tabel, inzonderheid bij de vergelijking van de Begrooting voor 1921 met die voor 1922, is een soort teleurstelling. Welhoe? Heeft dan het voornemen bezuinigingen te doen en de uitgaven in te krimpen, waarmede de Regeering is beziel, geen ander gevolg gehad dan de cijfers eenvoudig op hun standpunt te houden of liever ze nog eenigszins te verhoogen? Hebben al de Departementen wel verstaan, dat het noodzakelijk was de uitgaven te beperken? Men zou er aan twijfelen, wanneer men de cijfers ziet der Departementen van Justitie, van Buitenlandsche Zaken, van Binnenlandsche Zaken, van Wetenschappen en Kunsten, van Nijverheid en Arbeid; deze cijfers, in plaats van te verminderen, voegen nog tal van millioenen toe aan de reeds gekende millioenen.

De Minister van Financiën heeft deze misrekening voorzien. « Wellicht », zegt hij, « heeft de bekomen uitslag, zooals deze blijkt uit de vergelijking van de begrooting voor 1921, met die voor 1922, sommigen teleurgesteld ». En hij dringt er verder op aan, dat iedereen zijn oordeel zou voorbehouden tot wanneer de voorstellen van credieten in al de punten zijn onderzocht.

Daarom bleek het ons doelmatig, in eene overzichtstabel eenerzijds al de vermeerderingen, anderzijds al de verminderingen te groepeeren die het begrooiingsontwerp voor 1922 inhoudt, vergeleken met de cijfers van het voorgaande dienstjaar; tevens beknopt de redenen aan te geven van deze wijzigingen, zoodat de Kamer kan oordeelen zoowel over de oorzaken van de verhooging van sommige uitgaven als over de maatregelen getroffen om sommige andere te verminderen. Wij laten in deze tabel de verhoogingen en verminderingen van ondergeschikt belang terzijde.

II.

A. — VERHOOGDE CREDIETEN.

DOTATIËN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2 Senaat	855,000 »	Vergoeding aan de Senatoren toegekend.
6 Rekenhof	100,000 »	Mobilair der nieuwe lokalen.
Totaal der vermeerdering op deze Begrooting fr.	994,300 » ⁽¹⁾	

JUSTITIE.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2 Hoofdbeheer : jaarwedden	505,700 »	Oprichting van nieuwe ambten in den centralendienst van het werk en in den vertalingsdienst.
6 Reis- en verblijfkosten	25,000 »	Benoeming van nieuwe inspecteurs.
9 Hof van Beroep : personeel	53,800 »	Oprichting van plaatsen van adjunct-griffier en adjunct-secretarissen in de parketten.
13 Vrederegerechten en politierechtbanken.	244,000 »	Aanpassing aan de uitgaven krachtens de wet van 31 Juli 1921.
17 Krijgsraden.	34,200 »	Oprichting van twee plaatsen van substituant en van eene plaats van griffieradjunct.
38 Onderhonds- en vervoerkosten van behoeftigen (<i>niet beperkt</i>)	3,000,000 »	Gijfer der vastgestelde uitgaven.
44 Weldadigheidsscholen	415,000 »	Opening van nieuwe gestichten.
46 Onderhoud en opvoeding van kinderen	1,500,000 »	Toeneming van het getal onder rechterlijke voogdij staande kinderen en vermeerdering van de onderhoudskosten voor de minderjarigen.
48 Onderhoud der gevangenen (<i>niet beperkt</i>).	3,000,000 »	Aankoop van de noodzakelijke voorwerpen en oprichting van gevangenissscholen te Gent en te Merxplas.
49 Loon der gevangenen (<i>niet beperkt</i>).	1,000,000 »	Verhooging der loonen om ze in overeenstemming te brengen met die der private nijverheid.
56 Scholen voor socialen dienst	400,000 »	Naar de vastgestelde uitgaven.

(1) Dit totaal bedrag komt niet juist overeen met het totaal bedrag der in de kolom vermelde sommen, omdat bij deze laatste de wijzigingen van ondergeschikt belang niet voorkomen, welke daarentegen wel werden in acht genomen om het totaal bedrag samen te stellen. Hetzelfde geldt voor al de begrootingen en voor de opgave der verminderingen, welke worden vermeld na die der verhoogingen.

59	Mobilair en gebouwen der gevangenis- nissen	200,000 »	Onderscheidene hervormingen, door den Minister in het Parlement uiteengezet.
60	Werkhuizen der gevangenis, grond- stoffen	500 000 »	Nieuwe regeling van het werk in de gevangenis.

Uitzonderlijke uitgaven :

72	Aankoop van hout en van de vereischte werktuigen voor de werkuizen der gevangenis	1,850,000 »	Idem.
73	Nieuw bijgebouw voor den centralen dienst van het werk	150,000 »	Idem.

Totaal bedrag der vermeerdering
op deze Begrooting . . . fr. 43,845,200 »

BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2 Middenbestuur : personeel	370,508 50	Toepassing van het barema en uitbrei- ding der diensten.
4 Materieel	76,350 »	
7 Wedden der diplomatieke ambtenaren	63,189 »	Uitbreiding van het kader.
9 Reiskosten	400,000 »	Naar de werkelijke uitgaven.
11 Bestuurs- en ondergeschikt personeel der Gezantschappen	183,400 »	Aanpassing van het crediet en ver- meerdering van het personeel.
12 Personeel der consulaten	234,000 »	Idem.
13 Onderscheidene kosten der Gezant- schappen	625,000 »	Naar de vastgestelde uitgaven.
20 Bijdrage van België in de Begrooting van den Volkenbond	241,000 »	Naaste raming.
21 Belgisch inlichtingsbureau	200,000 »	Overgebracht op de buitengewone Be- grooting.

Uitzonderlijke uitgaven :

32 Vergoedingen aan de ambtenaren voor verlies in den wissel en andere lasten	4,500,000 »	Idem.
33 Conferentiën, enz., ter uitvoering van de Vredesverdragen	700,000 »	Idem.

Totaal der vermeerdering op deze
Begrooting fr. 8,685,647 50 Idem.

BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
13 Wedden der beambten en dienstlieden van de provinciale besturen	107,000 »	Reglementaire weddeverhoogingen.
26 Burgerlijke onderscheidingen : eere- teekens en diploma's	100,000 »	Volgens het getal toegekende onder- scheidingen.

29	Bestuur der volksgezondheid : personeel.	62,900 »	Toepassing van het koninklijk besluit van 25 Maart 1921, betreffende de wedden.
35	Toelage aan de vroedvrouwen, aan de scholen voor ziekenverplegers en verpleegsters, toelagen voor de bekendmaking der hygiëne	60,000 »	Vermoedelijke behoeften voor 1922.
38	Toezicht op de voedingswaren : wedden	55,350 »	Toepassing van het koninklijk besluit van 25 Maart 1921.
44	Aanmoedigingen voor de verbeteringen in zake volksgezondheid	2,000,000 »	Toelagen toegestaan ten bate van werken voor volksgezondheid.
47	Voorbehoedende maatregelen tegen de tuberculose	8,700,000 »	Overgedragen op de buitengewone begrooting.
Uitzonderlijke uitgaven :			
60	Gezondheidsinrichtingen noodzakelijk geworden door de oorlogsgebeurtenissen : Geslachtsziekten	2,800,000 »	Idem.
61	Waterwerken in de provincie Antwerpen	500,000 »	Bijdrage van den Staat in bijzondere werken.
Totaal bedrag der vermeerderingen op deze begrooting. . . . fr.		14,630,000 »	

WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2 Middenbestuur : wedden	213,014 »	Toepassing van het barema van 23 Maart 1921 en nieuwe beambten.
6 Eerste termijn der pensioenen	2,540,000 »	Toepassing van het koninklijk besluit van 22 Februari 1921.
10 Bibliotheken	225,000 »	
16 Académie royale de langue et de littérature française	11,580 »	Oprichting van ambten.
17 Idem : Onderscheidene kosten	19,320 »	
25 Koninklijke Bibliotheek : materieel en aankopen	44,550 »	
36 Fonds der meest begaafden	200,000 »	Wet van 15 October 1921.
55 Atheneums en middelbare scholen	280,810 »	Reglementaire weddeverhoogingen en oprichting van twee middelbare scholen.
58 Oppensioenstelling van het personeel der middelbare scholen	106,294 »	Verhooging van de wedderoosters.
65 Wedden van het personeel der normaalscholen	680,000 »	Oprichting van vier afdeelingen voor bewaarschoolonderwijs. Nieuwe wedderooster. Koninklijk besluit van 4 Juni 1921.
66 Toelagen aan de hoofden der normaalscholen om een gedeelte van de onkosten der oefenscholen te bestrijden	300,000 »	Nieuw barema (koninklijk besluit, 4 Juni 1921). Nieuwe voorbereidende klassen.

69	Lokalen en materieel der normaal-scholen	207,500 »	Oprichting van vier afdeelingen voor bewaarschoolonderwijs, van eene dergelijke afdeeling te Doornik en van eene normaalschool te Blankenberghe.
78	Studiebeurzen aan de leerlingen der Staatsnormaalscholen en der aangenomen normaalscholen	1,000,000 »	Verhooging van het bedrag der studiebeurzen.
80	Wedden van het personeel van het lager onderwijs.	2,600,000 »	Benoeming van nieuwe titularissen en geregelde wedde verhooging.
84	Bijdrage van den Staat in de vergoedingen aan de plaatsverwangers verleend	2,800,000 »	Wet van 1920 en uitbreiding van het onderwijzend personeel.
85	Bijdrage van den Staat in de wedden der beschikbaar gestelde onderwijzen van de lagere scholen en onderwijzeressen van de bewaarscholen	540,000 »	Gevolg van den nieuwen wedderooster.
103	Koninklijke Museums van het Jubeljaarpark	85,000 »	Verwarming.
106	Chineesch paviljoen en Japansche Toren : Personeel	45,667 »	Dienst van de Buitenlandsche Zaken overgebracht naar de Wetenschappen en Kunsten.
107	Idem : Materieel, Bibliotheek, Verwarming.	40,000 »	Idem.
115	Koninklijk Muziekconservatorium van Brussel	90,000 »	Nieuwe wedderooster.
116	Conservatorium van Luik	67,622 »	Nieuwe wedderooster.
117	Conservatorium van Gent	65,913 »	Idem.
118	Vlaamsch Conservatorium van Antwerpen	49,780 »	Idem.
120	Koninklijke Muntshouwborg	213,000 »	Eertijds als uitzonderlijke uitgave vermeld.
Uitzonderlijke uitgaven :			
125	Middelbaar onderwijs : bouwen en meubileren van nieuwe lokalen.	6,507,000 »	Wederopbouw van elf middelbare scholen, tijdens den oorlog gedeeltelijk of geheel vernield, behoudens het aandeel in de uitgaven door de Begrooting voor de verwoeste gewesten.
128	Lager onderwijs : Nieuwe gebouwen en meubileering	2,000,000 »	Beloofde bijdragen.
Totaal bedrag der vermeerderingen op deze Begrooting fr.		21,307,745 »	

LANDBOUW.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2	Hoofdbeheer : Jaarwedden	152,190 »
		Overdracht van credieten. Nieuwe ambten. Verhoogingen volgens het reglement.
11	Schadeloosstellingen en toelagen voor het vee	104,000 »
		Premiën voor de verbetering van het vee.

20	Landbouwmaatschappijen	50,000	»	Herinstelling van de gewestelijke landbouwprijskampen.
31	Hooger Staatsnormaalinstituut voor landbouwhuishoudkunde : Jaarwedden	20,050	»	Inrichting van een 2 ^{de} studiejaar.
39	Hooger Staatsnormaalinstituut voor landbouwhuishoudkunde : Materieel	65,000	»	Id.
40	Landbouwvoor:rachten: Middelbaar en Lager landbouwonderwijs, enz.	289,000	»	Verhooging van de toelagen aan de vrije scholen. Toelagen aan de provinciale scholen. Tijdelijke landbouwscholen.
33	Landbouwontginning van braakgrond	450,000	»	
71	Waters en bosschen : Provinciaal personeel	497,350	»	Nieuwe wedderoosters en vermeerdering van personeel.
77	Braakgronden en bosschen der gemeenten en openbare instellingen	100,000	»	Cijfer van 1920.
80	Toelagen voor de verbetering der gemeentewegen en waterlopen	1,800,000	»	Dringende werken.
82	Toelagen aan de provinciën om de gemeenten te helpen voor het onderhoud der buurtwegen van groot verkeer	1,000,000	»	Stijging der prijzen.
Geheel bedrag der vermeerderingen voor deze begrooting		4,973,432	»	

OPENBARE WERKEN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
15	Personeel van Bruggen en Wegen, enz.	410,000 » Reglementaire verhoogingen.
19	Personeel toegevoegd aan het korps van Bruggen en Wegen	195,000 » Aanhechting van Eupen-Malmédy. Reglementaire vergoedingen.
28	Buitengewone werken tot onderhoud van de paleizen, hotels, gebouwen	2,000,000 » Vroeger als gewone uitgave vermeld.
29	Kazerneering der gendarmerie	1,469,000 » Van de buitengewonne begrooting overgebracht.
30	Maas : Buitengewoon onderhoud	450,000 » Dringende werken.
31	Samber : Buitengewoon onderhoud	340,000 » Idem.
32	Vaart van Gent naar Oostende	1,503,000 » Idem.
Totaal der verhoogingen voor deze Begrooting.		7,751,400 »

NIJVERHEID EN ARBEID.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2	Hoofdbeheer : Personeel	150,700 » Reglementaire verhoogingen der jaarwedde.
13	Beroepsscholen	650,000 » Id. Toelagen aan de nieuwe inrichtingen. Normaal-leergangen.
14	Vak scholen : Tegemoetkoming in de bouw- en huurkosten	500,000 »

43	Sociale verzekering en voorzorg : Beschermingscomiteit.	48,000 »	Verhooging der vastgestelde uitgaven.
52	Id. Reis- en verblijfkosten voor het toezicht	52,000 »	Uitbreiding van de toezichtsdiensten.
Uitzonderlijke uitgaven.			
93	Internationaal aardkundig congres. . .	100,000 »	
94	Toelage aan de werklozen-klassen en Arbeidsbeurzen.	10,000,000 »	Overgedragen van de buitengewone begroting.
97	Genees- en artseneijkundige dienst der Mutualiteitsverenigingen.	14,680,000 »	Id.
Totaal der verhoogingen voor deze begroting		26,623,550 »	

KOLONIËN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2	Hoofdbeheer : jaarwedde.	166,270 »
Totaal der verhoogingen voor deze Begroting fr.		246,184 »
Toepassing van de koninklijke besluiten van 17 en 25 Maart 1921.		

LANDSVERDEDIGING.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2	Middenbestuur : Jaarwedden	87,105 »
8	Militair landkaartinstituut : Personeel.	237 590 »
10	Jaarwedden en vergoedingen der officieren; jaarwedden, soldij en bijgelden der troepen.	39,096,500 »
20	Bewapening, trein en paardentuig : Jaarwedden	5,045,125 »
26	Technische diensten der genie : Jaarwedden	205,370 »
27	Korps der overbrengingstroepen . . .	133 400 »
28	Militaire luchtvaartwezen : Personeel . .	390,000 »
Koninklijk besluit van 25 Maart 1921.		
Verhooging der jaarwedden. Versterking van het personeel der drukkerij. Topografische werken.		
Vermeerdering van het getal officieren en opnieuw dienstdienende militairen. Vermelding bij dit artikel der jaarwedden van non-activiteit en van beschikbaarheid. De vermeerdering der wezenlijke uitgave zal slechts 19,096,500 frank bedragen tegenover 1921; in dit laatste dienstjaar kon men beschikken over eene som van 20,000,000 frank.		
Verhooging der jaarwedden. (Koninklijk besluit van 25 Maart 1921) en der dagloonen. Uitbreiding van het aanmaakprogramma.		
Inzet « militaire bewilliging » van het burgerlijk personeel. Aanvulling van het personeel.		
Uitbreiding van den seindienst.		
Oprichting van nieuwe kleine eskaders.		

29	Idem : materieel	6,000 000 »	Onderhoud van eene compagnie luchtschippers en van drie kleine toegevoegde eskaders. Aankoop van materieel.
38	Vergoeding voor reis-, verhuis-, representatie- en zendingskosten	350,000 »	Aanpassing aan de voorziene behoeften.
39	Veldspoorwegen-sectie : Jaarwedden	2,700,525 »	Overgebracht van de tabel der invorderbare uitgaven.
42	Beheer van het luchtvaartwezen : Burgerlijk personeel	181,000 »	Inrichting van het laboratorium voor de luchtvaart en van het vliegveld te Oostende.
46	Militaire veiligheidsdienst bij het bezettingsleger in stand gehouden	2,470,625 »	Overgebracht van de tabel der invorderbare uitgaven.
Totaal der verhoogingen voor deze Begrooting fr.		57,022,670 »	

FINANCIËN.

Artikelen.	Verhooving.	Verklaring.
2 Middenbestuur	87,360 »	
7 Verlichting, verwarming en onderhoud der lokalen van het ministerie	163,000 »	Vastgestelde noodzakelijkheid.
13 Rechtstreeksche belastingen	197,100 »	Koninklijk besluit van 6 en 10 November 1921. Verhooving der jaarwedden van de bestuurders en hervorming van het fiscaal stelsel.
14 Bewaring van het kadaster : Jaarwedden	1,019,000 »	Versterking der kaders van het lager personeel.
15 Rechtstreeksche belastingen : Jaarwedden	1,459,000 »	Hervorming van het fiscaal stelsel.
16 Bijjaarwedden	100,000 »	Kosten voor laatste ziekte en begrafenis.
17 Jaarwedden van beschikbaarheid der agenten	88,000 »	Wezenlijke noodzakelijkheid.
19 Vergoedingen, premien en onderscheidene uitgaven	830,000 »	Vergelding der werkzaamheden betreffende de opneming der pachten en de schatting der grondeigdommen.
21 Accijnzen, douanen en onderzoek ter zee : Jaarwedden	1 939,100 »	Versterking der kaders en herinrichting van het bestuur.
23 Buitengewone bijjaarwedden	750,000 »	Herinrichting. Kosten voor laatste ziekte en begrafenis.
24 Jaarwedden van beschikbaarheid	128,000 »	Wezenlijke noodzakelijkheid.
25 Bureel- en omreiskosten	200,000 »	Herinrichting.
28 Materieel	1,600,000 »	Fiscaal bandje voor de tabakbelasting.
29 Registratie en domeinen in de provincie : Jaarwedden	4,031 050 »	Verhooving der jaarwedden. Vergoedingen. Benoeming van boventallige agenten.
36 Dienst van de koninklijke begiftiging	119,000 »	Belasting.

Uitzonderlijke uitgaven :

47	Aankoop van drie stoomvaartuige voor den toldienst te Antwerpen en te Lillo	120 000 »	Toepassing van den achturen-arbeidsdag.
	Totaal der verhoogingen voor deze begrooting fr.	10,028,383 »	

ECONOMISCHE ZAKEN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
2	Middenbestuur: Jaarwedden	598,300 »
		Versterking van het personeel benoogd, namelijk, voor de boekhouding der Duitsche leveringen. Verhooging der barema's.

Uitzonderlijke uitgaven :

22-26	Belgische dienst van verificatie en compensatie	3,178,920 »	Toepassing van het Verdrag van Versailles.
	Totaal van de verhoogingen voor deze Begrooting fr.	3,903,420 »	

ONWAARDEN EN TERUGBETALINGEN.

Artikelen.	Verhooging.	Verklaring.
5	Onwaarden op de belasting op het mobilair	100,000 »
15	Thesaurie	3,630,000 »
		Terugbetaling aan de Nationale Bank van de zegelrechten op den niet productieven omloop.
Totaal van de verhoogingen voor deze Begrooting fr.	3,730,000 »	

De optelling van al de credietverhoogingen voorkomende op de Gewone Begrooting, de Openbare Schuld niet in aanmerking genomen, geeft de som van 173,888,132 frank, waarvan 54 miljoen voor de uitzonderlijke uitgaven en 122 miljoen voor de bestendige uitgaven.

Onder de uitzonderlijke uitgaven zijn er die, ten beloope van ongeveer 35 miljoen, vroeger andere posten van de Algemeene Begrooting uitmaakten; zij zijn dus geene nieuwe lasten. Doch, anderzijds, moet men zich niet vergissen over de ware beteekenis van deze zoogezegde *uitzonderlijke* uitgaven. Er zijn vele onder die uitgaven welke de Gewone Begrooting dit jaar bezwaren, die er zich blijvend in nestelen. Zulke zijn namelijk: de vergoedingen aan de diplomatieke ambtenaren wegens verlies in den wisselkoers, de toelagen aan de werklozenkassen en arbeidsbeurzen, de genees-artsenijkundige dienst der mutualiteitsverenigingen. Het is dus noodig de bedragen er van nauwkeurig na te gaan.

De verhoogingen van bestendige uitgaven bedragen 122 miljoen ; dit baart verwondering, waar de inkorting der openbare lasten een erkende noodzaak is en waar de Regeering de bezuiniging bovenaan haar programma heeft geboekstaafd. Waarom nieuwe uitgaven !

De oorzaken zijn van *algemeenen* of van *bijzonderen* aard.

Zooals de Minister van Financiën het in zijne Memorie van Toelichting uiteenzet, werden sommige credieten verhoogd omdat zij, vroeger te laag opgegeven zijnde, tot aanvraag van bijcredieten hebben aanleiding gegeven. De Commissie zal met hare zienswijze daarover wachten. Wij zullen het tegenovergesteld geval ontmoeten onder de oorzaken van de credietverminderingen.

Een nog meer met de tocneming der uitgaven overeenstemmende reden berust in de verhooging der loonroosters ingevolge de Koninklijke besluiten van Maart en April 1921. De lasten, welke het vorige dienstjaar heeft moeten dragen uit dien hoofde, komen niet voor op de begrooting en zullen als bijcredieten worden teruggevonden. Bij deze verhoogingen moeten nog de reglementaire verhoogingen worden gevoegd.

Een zeker aantal artikelen brengen nieuwe posten aan 't licht (Justitie : 2, 3, 9, 17 ; Buitenlandsche Zaken : 2, 7, 11 ; Wetenschappen en Kunsten : 16, 80 ; Landbouw : 2 ; Nijverheid : 52 ; Landsverdediging : 8 ; Financiën : 14, 15, 19, 24, 25, 28, 29 ; Economische Zaken : 2). Andere verwijzen naar nieuwe instellingen (Justitie : 44, 48, 49, 60, 22, 23 ; Wetenschappen en Kunsten : 65, 69).

Bijzondere oorzaken hebben zeer aanzienlijke verhoogingen doen ontstaan. Zoo, de vergoeding verleend aan de Senatoren (600,000) ; de regeling van den arbeid in de gevangenhuizen (9,000,000), waarvan de kosten schijnen te moeten vergoed worden door de ontvangsten ; de gezondheidsmaatregelen (10,700,000) ; het Fonds der Meest Begaafden (200,000, in afwachting dat het vertienvoudig wordt) ; de jaarwedden der officieren en de soldij der troepen (39,000,000) ; de inrichting van den militairen luchtdienst (6.390,000).

Uwe Commissie voor de Financiën — die het hiermede eens is met de Algemeene Toelichting — is van gevoelen dat, ondanks al de pogingen van den Minister van Financiën om de uitgaven in te krimpen, er nog mogelijkheden van inkorting overblijven, welke de Kamer, voorgelicht door de Commissiën die belast zijn met het onderzoek der onderscheidene begrootingen, moet verwezenlijken.

De Begrotingscredieten moeten in drie reeksen worden ingedeeld : bestuurs-uitgaven, verplichte uitgaven krachtens bestaande wetten, niet verplichte uitgaven.

Wat de eerste betreft, is iedereen het er over eens, dat het aantal ambtenaren, vooral in de middenbesturen, de wezenlijke behoeften overschrijdt. Van daar buitensporige lasten, niet alleen in jaarwedden, doch in lokalen en in reiskosten. Doch op dat gebied is het onmogelijk eene ernstige hervorming tot stand te brengen zonder de medewerking van technische diensten. Het is noodig een

grondige kennis te bezitten van de inrichtingen, welker uitgaven moeten ingekort worden. De Regeering moet dus eene methode in voege brengen, welke de bestuursuitgaven terugbrengt tot de verhoudingen van vóór den oorlog, mits voorbehoud, voor hetgeen onontbeerlijk is. Sommige leden vestigden eens te meer de aandacht op de buitensporige menigte der statistieken; anderen betwisten de noodzakelijkheid van belangrijke boekerijen in al de ministeriën in te richten. Gezien het overmatig aantal ambtenaren en de algemeene prijsvermindering, moeten de bestuursuitgaven afnemen; nieuwe lasten kunnen op zekere punten niet worden aangenomen dan zoo zij samengaan met bezuinigingen, op andere posten bewerkt. Zooveel mogelijk zou er moeten voorzien worden in nieuwe ambten, bijaldien het volstrekt noodig is er te maken door personeel dat men aan andere overbevolkte besturen zou kunnen afnemen.

Wat betreft de uitgave door bestaande wetten opgelegd, mag het Parlement zich herinneren dat zij, voor het grootste gedeelte, voortkomen van het wetgevend werk der jongste jaren. De credieten, tot deze reeks behorende, geven slechts in cijfers weer hetgeen de wet heeft bepaald en zij zijn voor geene beperking vatbaar.

De niet verplichte uitgaven moeten op bijzondere wijze worden nagegaan. Voorzeker, is het pijnlijk voor een volk dat tuk is op voorspoed, zooals het Belgische volk, af te zien van de uitbreiding van openbare diensten waarvan het voordeelen verwacht. Doch, behalve dat ambtenarij en vooruitgang niet geheel synoniem zijn, bemerken wij bij de ons omringende volken van hooge cultuur — zooals de Franschen en de Engelschen — de bekentenis der noodzakelijkheid, waarin zij zich bevinden, om zekere verbeteringen te verlagen, alsmede een afdoende besluit om de openbare uitgaven te verminderen. De Commissie voor de Financiën vestigt inzonderheid de aandacht der Bijzondere Commissiën en der Kamer op het gevaar, in de Begrooting het beginsel van sommige uitgaven te brengen, zonder de latere uitbreidingen daarvan te berekenen; iedermaal dat het geval zich voordoet, zouden naderé gegevens moeten worden aangebracht.

Overigens, het is niet voldoende een belangwekkend punt op te geven om eene groote uitgave te wettigen. Maar al te vaak dekken zedelijke belangen met een eerbiedwaardig uithangbord de plundering der Begrooting, door een overdreven uitbreiding van de ambtenarij, van de reiskosten, aanwezigheidspenningen, bouwen of betrekken van lokalen, enz.

Uit een gedeelte der Algemeene Toelichting blijkt de persoonlijke werking van den Minister van Financiën die erin geslaagd is, op de begrootingsontwerpen der onderscheidene departementen eene bezuiniging te doen van 300 miljoen ⁽¹⁾.

(1) Algemeene Toelichting, bl. 25.

Zoo wij, in dit laatste feit, met voldoening het teeken zien van eene bezuinigingspolitiek, zoo hebben wij, anderzijds, met eene pijnlijke verrassing vast te stellen dat onze groote openbare besturen niet meer doordrongen zijn van de eischen van 's Rijks financieelen toestand en van het gewicht der aan de belastingplichtigen opgelegde offers; men schrikt voor een strekking welke, indien men er geen paal aan stelde, er zou toe komen, met 20 t. h. in één jaar tijd, een gezamenlijk getal uitgaven te vermeerderen, welke reeds veel te groot zijn voor de krachten van het land.

Een feit, dat verder zal in 't licht worden gesteld, mag nooit uit het oog worden verloren : namelijk, dat de normale inkomsten van den Staat niet op de hoogte zijn der behoeften van de gewone begrooting en dat zij er slechts door een langzame opklimming kunnen toe geraken.

III.

B. — VERMINDERDE CREDIETEN.

DOTATIËN.

Artikelen.	Verminderingen.	Verklaring.
3 Kamer der Volksvertegenwoordigers.	88,772 »	
Totaal der verminderingen op deze Begrooting	88,772 »	

JUSTITIE.

Artikelen.	Verminderingen.	Verklaring.
4 Bureelen	60,000 »	Opheffing van een tijdelijken last.
5 Statistiekwerken	50,000 »	Idem.
22 Justitiepaleis. — Bouwwerken . . .	100,000 »	Idem.
23 Personeel van het <i>Staatsblad</i> . . .	50,000 »	Opheffing van eenige tijdelijke betrekkingen.
24 Drukken van de <i>Verzameling der Wetten</i> , de <i>Handelingen der Kamer</i> , enz.	750,000 »	Opheffing van een tijdelijken last (650,000) en daling van den papierprijs.
25 Uitgaven, vergoedingen en reiskosten .	80,000 »	Opheffing van de vergoedingen aan de Regeeringsraadsheeren (30,000 frank) en overdracht van 50,000 frank naar de uitzonderlijke uitgaven.
45 Weldadigheidsschool. Materieel en gebouwen	50,000 »	Volgens de vermoedelijke behoeften.
Uitzonderlijke uitgaven		
70-74	1,120,000 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting . . . fr.	1,260,000 »	

BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Artikelen.	Vermindering.	Verklaring.
5 Geheim fonds	50,000 »	Volgens de waarschijnlijke uitgaven.
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting.	120,700 »	

BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID.

Artikelen.	Vermindering.	Verklaring.
2 Hoofdbeheer : Jaarwedden	22,737 »	Opheffing van de Regeeringsraden.
21 Zitpenningen en vergoedingen aan de leden van de bureelen der Kamer-verkiezingen	200,000 »	Geen verkiezing in vooruitzicht.
22 Terugbetaling aan het Departement van Spoorwegen van de vervoerkosten der kiezers	290,000 »	Idem.
34 Prophylaxis van besmettelijke ziekten.	300,000 »	Volgens de waarschijnlijke behoeften.
39 Toezicht op de bereiding van en den handel in eetwaren	50,000 »	Idem.
Uitzonderlijke uitgaven.	1,071,194 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting. . . . fr.	1,946,131 »	

WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

Artikelen.	Verminderings.	Verklaring.
3 Kantoorbehoefden, meubelen. Automobile	238,000 »	Opheffing van een tijdelijken last.
7 Pensioenen verschuldigd door de vroegere voorzorgskassen.	76 000 »	Verdwijning van pensioenen.
8 Hulp aan gewezen ambtenaren	20,000 »	Volgens waarschijnlijke behoeften.
27 Koninklijk Museum van Natuurkundige geschiedenis.	87,000 »	Opheffing van een tijdelijken last.
40 Materieel der Staatsuniversiteiten	607,875 »	Idem.
42 Jurys voor examens	58,000 »	Idem.
72 Gewone jaarlijksche dienst van het lager normaal onderwijs	80,000 »	Volgens de vastgestelde behoeften.
78 Drukkosten, registers en benoodigdheden voor het Beheer van het lager onderwijs	69,500 »	Prijdsdaling.
87 Toelagen tot steun van middelbare klassen der lagere scholen	63,750 »	Verandering van deze klassen in klassen van den 4 ⁿ graad.
108 Gedenkteekens op te richten aan beroemde mannen.	71,789 53	Wegvallen van een tijdelijken last.
109 Toelagen voor kunstherstellingen aan godsdienstgebouwen	25,000 »	Volgens voorziene behoeften.

Uitzonderlijke uitgaven	3,490,000 »
Geheel bedrag der verminderingen voor deze begrooting fr.	4,787,231 55

LANDBOUW.

Artikelen.	Verminderings.	Verklaring.
81 Toelagen aan de landelijke gemeenten voor het onderhoud der wegen van landbouwbelang	50,000 »	Volgens de vermoedelijke behoeften.
Uitzonderlijke uitgaven	320,000 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze begrooting fr.	418,000 »	

OPENBARE WERKEN.

Artikelen.	Verminderings.	Verklaring.
1 Jaarwedde van den Minister.	44,000 »	Vereeniging van het departement met dit van Landbouw.
2 Vergoeding voor buitengewoon werk	25,000 »	Voldoend geachte som.
4 Reis- en verblijfkosten	25,000 »	Id.
6 Kunstraadsheeren : Hooger comiteit van toezicht.	50,000 »	Opheffing van de afgevaardigden en raadsheeren der Regeering.
7 Bruggen en wegen. Algemeene zaken	63,000 »	De kosten voor studies zijn gevoegd bij de credieten voor werken.
8 Automobielen, motorfietsen en rij- wielen	76,400 »	
10 Onderhoud der wegen	4,000,000 »	Prijsdaling en vermindering der uit- gaven.
11 Burgerlijke gebouwen	3,308,760 »	Sommige werken gaan over tot de uit- zonderlijke uitgaven.
17 Personeel van Bruggen en Wegen. Reiskosten	377,650 »	Opheffing van technische vergoeding tengevolge van nieuwe weddewortel.
Uitzonderlijke uitgaven	151,500 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze begrooting fr.	8,121,310 »	

NIJVERHEID EN ARBEID.

Artikelen.	Verminderings.	Verklaring.
3 Vergoeding aan de raadsheeren der Regeering	29,000 »	Opheffing van de raadsheeren.
53 Onderdomspensioenen	20,000,000 »	Volgens vermoedelijke uitgave.
55-57 Administratiekosten in verband niet de pensioenen	600,000 »	Opheffing van de kosten van voor- bereiding.
Uitzonderlijke uitgaven	120,000 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting fr.	20,868,280 »	

KOLONIËN.

Geheel bedrag der verminderingen
voor deze begrooting 63,770 »

LANDSVERDEDIGING.

Artikelen.	Verminderings.	Verklaring.
5 Bibliotheken	450,000 »	Overdracht van een deel van het crediet op artikel 10.
7 Bestuur der militaire inlichtingen	217,000 »	Prijsdaling en opheffing van de Legerbode.
9 Militair landkaartinstituut	475,000 »	Prijsdaling.
11-12 Militaire hospitalen en apotheken	7,851,000 »	Prijsdaling. Overdracht op de buitengewone uitgaven van de bekuizingskosten voor de oorlogsgewonden en zieken (1,750,000).
14 Militaire school : Beheerkosten	205,850 »	Vermindering van de onderhoudskosten der gebouwen, van den prijs der schoolbenodigdheden en van het aandeel van den Staat in de levering van uitrusting.
21 Benodigdheden van de artillerieinrichtingen en -parken	1,997,060 »	Volgens de voorziene behoeften.
22 Auto-trein. Magazijn en werkhuizen	1,759,560 »	Vermindering van personeel.
23 Benodigdheden en algemeene onkosten van den auto-trein	1,066,500 »	Vermindering van den trein.
24 Militaire gebouwen en bouwwerken	415,000 »	Vermindering van het getal tijdelijke bedienden.
25 Gebouwen ten behoeve der diensten voor den troep	800,000 »	Vermindering van het getal gehuurde gebouwen.
30 Voeding en voeder	16,253,000 »	Prijsdaling.
31 Dienst van 't beddegoed : Personeel	130,512 »	Vermindering van personeel.
32 Idem. Materieel	170,248 »	Vermoedelijke behoeften.
34 Kleeding der troepen	22,065,000 »	Prijsdaling.
35 Brandstoffen en benzine	3,760,000 »	Idem.
36 Veeartsenijkundige dienst en remonte van 't leger	382,500 »	Vermindering van het getal paarden.
37 Vervoer	4,651,000 »	Reperking der garnizoensveranderingen en der troepenbewegingen.
40 Pensioenen (onbeperkt crediet)	32,175,000 »	Volgens voorziene behoeften.
43 Beheer van het Luchtvaartwezen	930,000 »	Idem.
45 Detachement torpedisten en mariniers	944,000 »	Prijsdaling.
47 Benodigdheden : Allerlei en onvoorziene uitgaven	210,300 »	Volgens voorziene behoeften.
Art. 30 van de Begrooting voor 1921 ; Verschillende jaarwedden en honoraria	519,500 »	Overdracht op de artikelen 2, 10 en 46.
Uitzonderlijke uitgaven	700,000 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting fr.	98,151,140 »	

GENDARMERIE

Artikelen.	Verminderingen.	Verklaring.
1 Jaarwadden en andere toekenningen, voeder, remonte, enz.	536,615 »	Daling der voederprijzen.
Uitzonderlijke uitgaven :		
Aankoop van paarden.	1,455,000 »	
Geheel bedrag van de verminder- ingen voor deze begrooting fr.	1,991 615 »	

FINANCIËN.

Artikelen.	Verminderingen.	Verklaring.
6 Papier en bureelbehoeften	400,000 »	Prijzdaling.
Uitzonderlijke uitgaven	450,000 »	
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting . . . fr.	850,000 »	

ECONOMISCHE ZAKEN

	Vermindering.
Uitzonderlijke uitgaven :	
Wereldtentoonstelling van Gent	750,000 »
Geheel bedrag der verminderingen voor deze begrooting fr.	795,190 »

ONWAARDEN EN TERUGBETALINGEN.

Artikelen.	Vermindering.	Verklaring.
11 Onwaarden op de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten en de bijzondere belasting op de oorlogs- winsten	1,000,000 »	Volgens voorziene behoeften.
Geheel bedrag der verminderingen voor deze Begrooting fr.	1,020,000 »	
ALGEMEENE SOM VAN DE VERMINDERINGEN . . . fr.	1,440,493,239 55	

De belangrijkste verminderingen vindt men in de begrooting van de Landsverdediging en van de Gendarmerie; zij bedraagt in ronde cijfers 100 millioen. Voor een groot deel vloeit zij voort uit de algemeene prijsdaling, die inzonderheid betreft de credieten uitgetrokken voor de voeding en de kleeding der troepen, voor de voederwaren en alle slag van voorraden. Eene aanzienlijke vermindering wordt bewerkt in het bedrag der eerste pensioentermijne (32 millioen)

die op deze begrooting zijn aangerekend; eene andere komt voor in de vervoerkosten; men kan zelfs wijzen op eenige verminderingen van personeel.

Eene zekere poging tot bezuiniging valt op te merken in de Begrooting van Openbare Werken, waarin eene totale vermindering van 8 miljoen wordt gebracht.

In de andere begrootingen beperken zich de verminderingen bij de opheffing van eenige tijdelijke lasten voortvloeiende uit de mindere belangrijkheid van de uitzonderlijke uitgaven. Elders schijnen de cijfers gecristalliseerd. Merken wij in het voorbijgaan de besparing door de opheffing van de Regeeringsraadsheeren, en enkele zeldzame credietverminderingen wegens vermindering van het personeel.

Onthouden wij het cijfer van 1,449 miljoen, dat overeenkomt met de kosten voor de normale diensten van den Staat. Dank zij de pas tot stand gebrachte regeling van de comptabiliteit der betaalbaar gestelde uitgaven, zal dit cijfer niet vermeerderd worden — zoo verzekert ons de Minister van Financiën — met aanvullende credieten; het zal kunnen verminderd worden tot 70 miljoen, wanneer de aanwerving van het leger normaal zal geworden zijn; het zou ook den gunstigen invloed kunnen ondergaan van de daling der prijzen, maar anderzijds verzet zich de normale klimming van sommige lasten tegen eene gevoelige vermindering van de geheele som. Merken wij ten slotte op, dat, zoo men de duurtetoeslagen, zooals de Algemeene Toelichting voorstelt, moest brengen onder de uitzonderlijke uitgaven, wat redematiger schijnt dan ze te brengen onder de buitengewone, de gezamenlijke ministerieele departementen in gewonen dienst zouden kosten $(1,449 + 58) = 1,507$ miljoen. *Anderhalf milliard*. Bij benadering zijn dat de kosten van al onze groote openbare diensten te zamen,

Een laatste punt. De Commissie voor de Financiën moet de Kamer er op wijzen, dat in de begrootingsramingen niet begrepen zijn de ontvangsten en de uitgaven in verband met de ingelijfde gebieden van Eupen-Malmedy. Het Parlement zal ongetwijfeld niet nalaten het recht van toezicht, dat het bezit, te dien aanzien op te eischen.

DE OPENBARE SCHULD.

Bij de gewone uitgaven komt de last van de Openbare Schuld. Ontleden wij deze in hare verschillende onderdeelen.

Eigenlijk gezegde schuld :

Interesten en aflossing van de vroegere oorlogsschulden (artikelen 1 en 8 van de Begrooting der Openbare Schuld)	fr. 157,799,867.34	
Schuld 5 % van het Nationaal Herstel	89,428,284	»
Schuld 5 % met premie van 1920	136,412,500	»
Leening aan 7 1/2 % dollar van 50,000,000 (koers van den wissel)	84,550,000	»
Leening aan 8 % dollar van 30,000,000	55,335,000	»
Fransche « Obligations de la Défense Nationale »	2,900,000	»

Vlottende schuld (art. 14) :

Gewone en gedisconteerde Schatkistbons	221,000,000	»
Bons 5 % op vijf jaar afgeleverd in ruiling van de muntpenningbons	110,800,000	»
Verschillende buitenlandsche schulden	72,000,000	»
Interesten en aflossing van de consolidatieschuld 6 %	95,300,000	»
Interesten en aflossing van een kapitaal van 23,083,700 fr., uitgegeven in 1921, als schuld 5 % van het Nationaal Herstel	1,300,000	»
Verschillende annuïteiten	22,345,409	19
Andere lasten	5,851,675	89

TE ZAMEN, . . . fr. 1,049,642,737.42

Er dient op gewezen te worden, dat in deze tabel geen enkele last van interesten of aflossing is ingeschreven uit hoofde van de schuld van vijf milliard vijf honderd miljoen, door den Staat aangegaan tegenover de Nationale Bank, noch uit hoofde van de voorschotten der Geallieerde Mogendheden die op 31 December 1921 aan den koers van den wissel bedroegen fr. 3,137,500,050.07, noch uit hoofde van de interneeringskosten der Belgische troepen in Holland, die op denzelfden datum geraamd werden op fr. 280,187,475.30.

Tot de Begrooting der Openbare Schuld behooren ook de « bezoldigingen en pensioenen ». Deze verhoogden de lasten der Schuld met 79,450,300 frank in gewone uitgaven en aldus bedraagt de geheele begrooting een totaal van 1,132 miljoen.

Wil men eindelijk het geheele bedrag kennen van de verbintenissen van den Staat onder den titel van de Openbare Schuld, dan moet men bij de som, in

de bovenstaande tabel opgenoemd, het bedrag voegen van eene reeks credieten uitgetrokken op de Begrootingen der Buitengewone Uitgaven en der Invorderbare Uitgaven tot een bedrag van 486,671,200 frank ⁽¹⁾. De geheele jaarlijksche last zou 1,618 miljoen bedragen.

⁽¹⁾ In dit totaal is niet begrepen de som van 97,000,000 frank, voorzien bij het artikel van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven en ook begrepen in het crediet van artikel 14 van de Begrooting der Openbare Schuld.

'S LANDS MIDDELEN.

De som der gewone uitgaven is dus samengesteld uit deze twee deelen :

a) Aandeel van de lasten der schuld gebracht op den gewonen dienst	fr. 1,132,077,087 42
b) Gewone uitgaven van de begrooting der dotatiën en van de verschillende ministerieele departementen, evenals van de onwaard en terugbetalingen	1,449,773,346 77
Te zamen.	fr. 2,581,684,883 74

Welke zijn de « Middelen » die het land bezit om in dergelijke uitgave te voorzien?

I. — BELASTINGEN.

Men kan ze in enkele hoofdgroepen verdeelen :

Belastingen op het inkomen fr. 445,000,000 »

Deze raming sluit misrekening niet uit. De voorbereidende werkzaamheden voor deze reeks belastingen zijn nog niet geëindigd.

Belastingen op het mobilair, de dienstboden en de paarden, de automobielen, de openbare vertooningen en vermakelikheden, de spelen en weddenschappen; vast mijnrecht 44,530,000 »

Douanen (na aftrek van het gedeelte toegekend aan het gemeentefonds) 255,797,150 »

Accijnzen (na aftrek van het gedeelte toegekend aan het gemeentefonds) 198,951,000 »

Verscheidene ontvangsten 5,876,500 »

Registratie en overschrijving 211,000,000 »

Griffie en hypotheken 4,800,000 »

Successierechten 120,000,000 »

Zegel 60,000,000 »

Naturalisatiën, boeten 9,510,000 »

Belasting wegens overdracht 200,000,000 »

Totaal van de belastingen. fr. 1,555,464,650 »

De schatting van de opbrengst dier belastingen werd met voorzichtigheid

gedaan, maar laat niet toe te rekenen op eene aanzienlijke meerdere ontvangst, behalve misschien voor de belasting wegens overdracht, waarvan de tegenwoordige opbrengst 20 millioen per maand bedraagt.

2. — WEGGELDEN.	fr. 2,950,000 »
3. — KAPITALEN EN INKOMSTEN	89,398,939 »
4. — TERUGBETALINGEN (na aftrek van de voorafneming, op de begrooting der Staatsbedrijven, die in den tegenwoordigen stand van zaken niet meer overeenkomt met eene werkelijke ontvangst)	78,975,624 »
Totaal der gewone ontvangsten.	fr. 1,726,788,913 »

1,726 millioen ontvangsten tegen 2,581 millioen uitgaven : men verlieze deze twee cijfers niet uit het oog.

Hoe zal men dit verschil van 855 millioen dekken?

In het begrootingsontwerp, dat U wordt onderworpen, wordt dit tekort aan ontvangsten vooreerst aangevuld door eenige *uitzonderlijke* inkomsten. De belasting op de oorlogswinsten en de opbrengst van den oorlogsbuit zullen nog eene som opbrengen, geschat op 25 millioen voor de eerste en 2 millioen voor de tweede.

In deze groep vindt men niet de opbrengst van de belasting op de *uitzonderlijke* winsten : deze belasting — een gelegenheidsmaatregel — schijnt niet langer te zullen bestaan als de vluchtige omstandigheden die er toe geleid hebben ; in de tegenwoordige omstandigheden zou de schadelijke kant er van niet kunnen gewettigd worden door eene ernstige opbrengst.

De ontvangsten, voorgesteld om het overige tekort (828 millioen) te bestrijden, zijn van bijzonderen aard, welke dient verklaard te worden.

Het geldt hier *vergoedende* ontvangsten, die niet altijd werkelijke inningen zijn of die een abnormalen aard hebben.

Voorafneming op de Begrooting der Staatsbedrijven van dezer aandeel in de lasten der Openbare Schuld, in de gewone Begrooting opgenomen (art. 64) fr. 165,000,000 »

Uit den tekst van dit artikel blijkt hetgeen zou moeten zijn; maar wat nog niet feitelijk is.

Sedert drie jaren eischt telkens de Commissie voor de Begrooting als een hoofdzakelijke factor der aanzuivering van onzen toestand, dat de ontvangsten en uitgaven der Staatsbedrijven, zooals de spoorweg en andere, in evenwicht worden gebracht. Ondanks de verbeteringen die men moet erkennen, zal dit evenwicht tot geene werkelijkheid komen in dit dienstjaar, zooals wij verder zullen bevinden. Integendeel, het totaal tekort voor al de Staatsbedrijven te zamen wordt op 224 millioen geraamd, zoodat de terugbetaling van de 164 millioen uitgetrokken op

artikel 64 van 's Lands Middelen, eigenlijk niets bijdragen tot het evenwicht der gewone begrooting, maar feitelijk het tekort nog met 60 miljoen verhoogen. Om het doel te bereiken, dat men zich voorstelde met deze terugbetaling in ontvangst te brengen, zal men ongetwijfeld jaren lang eene onafgebroken poging moeten aanwenden.

Terugbetaling, door Duitschland, van de kosten der Belgische bezettingstroepen (art. 67). fr. 112,240,000 »

Het geldt hier eene werkelijk bevoorrechte ontvangst op Duitschlands stortingen, ontvangst waarvan het bedrag onlangs juist werd bepaald door eene intergeallieerde overeenkomst. Deze ontvangst is eene gedeeltelijke afkorting op onze militaire lasten.

Invorderingsrecht geïnd door den Belgischen dienst van verificatie en compensatie (art. 68) fr. 9,550,500 »

Toe te voegen aan de *uitzonderlijke* ontvangsten.

Voorafneming op de ontvangsten tot herstel (art. 69) . fr. 433,000,000 »

Voor dit dienstjaar is deze voorafneming mogelijk uit hoofde van de incassceering van het Prioriteitsrecht, aan België op Duitschlands betalingen verschuldigd. Dit is een eenig feit, op welks ongewoonheid in de Algemeene Toelichting wordt gewezen.

Ten gevolge van deze omstandigheid worden de invorderbare uitgaven voor het dienstjaar 1922 bestreden door de ontvangsten van herstel, die zelfs vermoedelijk een overschot zullen laten. Doch uit een eenvoudig overzicht der feiten en der cijfers blijkt dat men later op zulke gebeurtenis niet meer hopen mag. Wij zullen daar verder op terugkomen bij de Begrooting der invorderbare uitgaven.

Ontvangsten ter vergoeding van den last betreffende de schuld aangegaan tot de intrekking der marken (art. 70) . . . 97,000,000 »

Het is de juist berekende vergoeding van den last der Bons uitgegeven in ruiling voor de Bons van het Muntherstel, voor zooverre deze last valt op de Buitengewone Begrooting.

Eene onzekere ontvangst dus. Hoe billijk ook de eischen van België zijn tegenover de schade ons aangedaan door den bezetter, door ons de Deutsche Markten op te leggen aan pari van fr. 1.25, toch hebben wij nog geen bevre-

diging bekomen en zijn we gedwongen vast te stellen dat de staat van de geldmarkt elken dag het herstel van die schade moeilijker maakt.

Al deze uitzonderlijke ontvangsten of vergoedingsontvangsten te zamen geven een totaal van 842 miljoen (voorafneming op de Begrooting der Staatsbedrijven 164 miljoen + uitzonderlijke ontvangsten : 678,790,000) nagenoeg voldoende om de twee kolommen van de Begrooting overeen te brengen. Maar dit is een ideale zijde van deze Begrooting. De enkele voorafgaande beschouwingen toonen aan hoe ver wij staan van een werkelijk en definitief evenwicht.

DE STAATSBEDRIJVEN.

De vergelijking van de ontvangsten en de uitgaven der Spoorwegen, Marine, Posterijen, Telegrafen en Telefoon doet zich, volgens de begrootingsramingen, op de volgende wijze voor :

	Uitgaven.	Ontvangsten.
<i>Spoorweg</i> fr.	1,032,055,910	1,001,868,356
<i>Posterijen</i>	123,911,978	61,226,300
<i>Telegraaf en Telefoon.</i>	64,496,816	62,000,000
<i>Marine</i>	47,616,120	17,080,300
<i>Electriciteit</i>	21,869,726	»
<i>Algemeene en allerlei uitgaven</i>	48,906,142	»
Totaal fr.	1,360,870,572	1,142,174,956
TEKORT fr.	218,695,616	

Bij deze tabel moeten eenige bemerkingen worden gevoegd om de wezenlijke beteekenis der cijfers goed te doen uitkomen.

De som van 61 millioen, voorzien voor de opbrengst der Posterijen, is merkkelijk lager dan de raming der gezamenlijke ontvangsten van dezen dienst; daarbij moet gevoegd worden het aandeel der aan het Gemeentefonds toegekende ontvangsten, of 38,773,700 frank ⁽¹⁾. Alzoo valt het tekort der Staatsbedrijven op 180,000,000.

Doch dit laatste cijfer strookt niet met een op het bedrijf gemaakt verlies. Inderdaad, overeenkomstig de door de Financieele Conferentie van Brussel gehuldigde beginselen, heeft de Regeering, onder de uitgaven der Staatsbedrijven, de lasten vermeld wegens interesten en aflossing behorende tot dat gedeelte der Openbare Schuld, dat overeenkomt met de eerste inrichting van deze diensten. Het bedrag dezer lasten wordt geraamd op 164 millioen, welke som is gebracht als vergoedende ontvangst op de Begrooting van 's Lands Middelen (art. 64), zooals wij hierboven zagen.

Het exploitatie-tekort van al deze bedrijven te zamen beperkt zich dus, zoodat hetgeen werd voorzien, tot nagenoeg 16 millioen. Bij een nauwkeurige volgrekking zou men nog moeten rekening houden met de overgroote vermindere ontvangsten, voortvloeiende uit de kosteloze, voor rekening van de Staat gestelde, transporten. Anderzijds, in vergelding voor een gedeelte der Staat gedane uitgiften, men kunnen in rekening brengen den interest der financieele lasten, zoodat de uitgifte van den Staat gesteld door de Postcheck-sommen, alzoo ter beschikking van den Staat, 4921, 417,902,017 frank bedroeg. rekening, welke som, op 31 December 1891,

wordt deze toekenning

(1) Door het ontwerp tot oprichting van het Fonds der gemeenten weggelaten.

Het is niettemin noodzakelijk nieuwen vooruitgang te bekomen in de economische inrichting en in de opbrengst der Staatsbedrijven, opdat deze tot het evenwicht der Begrooting bijdragen.

Op de brandstof en de overige verbruiksbenodigdheden van den spoorweg wordt eene bezuiniging gemaakt van 58 millioen; doch deze wordt opgeslorpt door eene verhooging van 54 millioen op het crediet voor « onderhoud, herstelling en hernieuwing van het materieel », welk crediet moet besproken worden. Daarenboven wordt de begrooting der Spoorwegen bezwaard met een menigte verhoogingen tot een gezamenlijk bedrag van ongeveer 35 millioen voor jaarwedden en dagloonen. Men begrijpt gemakkelijk dat het achturenstelsel allereerst een ernstige verhooging der uitgaven heeft verwekt. Doch, dank zij een degelijke inrichting en aanpassing, moesten de verspillingen, die onvermijdelijk uit de eerste toepassing van deze hervorming zouden ontstaan, ten minste gedeeltelijk worden uitgeschakeld. Daarvan zijn nog verklaringen gewenscht.

Kortom, het totaal beloop der credietvermeerderingen voor de Begrooting der Spoorwegen bedraagt 100 millioen tegenover 68 millioen verminderingen.

Vermeerdering van 13 millioen frank voor de uitgaven der posterijen, waarvan 11 millioen frank voor jaarwedden en 1,628,000 frank wegens de inrichting der nachtposttreinen.

Vermeerdering van 6 millioen frank voor de telegraaf en de telefoon, waarvan 4 millioen voor jaarwedden en dagloonen, en 1,896,000 frank voor het onderhoud van de lijnen en de bureelen.

De Begrooting der Marine, met een groot tekort bezwaard, biedt, wel is waar, meer inkortingen aan (7,225,940 frank) dan vermeerderingen (4,290,000 frank).

Onder de algemeene uitgaven, betreft het aanzienlijkste crediet (art. 97) de financieele lasten die gemeen zijn aan de marine, posterijen, telegraaf en telefoon: 28,797,730 frank. Dit crediet zou moeten geschift worden ten einde zich juist rekenschap te kunnen geven van de financieele opbrengst dezer diensten.

De uitgaven voor eerste inrichting der Staatsbedrijven werden van de Buitengewone Begrooting afgevoerd en gebracht op de bijzondere begrooting van het Ministerie der Spoorwegen, hetgeen logisch is. Blijft te onderzoeken of het niet noodig zou zijn, voor de leeningen aangegaan ten bate van de Staatsbedrijven, een bijzonder type van obligatiën uit te geven. Deze doenwijze zou er toe bijdragen, een zuivere lijn te trekken tusschen de verliesrekening der Staatsbedrijven en de overige bestanddeelen van de Openbare Schuld; welke scheidingslijn thans slechts door de boekhouding kan bemerkt worden en tot vele betwistingen kan aanleiding geven.

Van de buitengewone uitgaven, voorgesteld door het Departement der Spoorwegen voor het dienstjaar 1922, moeten wij afzonderen de vergoedingen voor levensduurte, welke 74 millioen frank bedragen, een hooger cijfer dan het geza-

menlijk bedrag der gelijkaardige onkosten voor al de overige ministeriën. Het zijn eerder uitzonderlijke uitgaven.

Er zijn nu nog 163 millioen voor oprichtingskosten, cijfer dat ongeveer 150 millioen minder bedraagt dan dit van verleden jaar. Die som is grootendeels verdeeld onder de spoorwegen : Weg en werken (65 millioen) en de dienst van telegraaf en telefoon (72 millioen). Van de eerste soort dier uitgaven mag worden gezegd dat zij normaal is in eene onderneming, die inrichtingen bezit zooals ons spoorwegnet, doch dat een werkelijk zuinig beheer de bestrijding van zoodanige kosten door middel van het overschot van ontvangsten eischen zou. Wat de tweede betreft, mag de vraag worden gesteld of men niet eenigszins kwistig te werk gaat, wanneer men in den huidige toestand 46 millioen besteedt aan het aanleggen van nieuwe telefoonnetten, het oprichten van kantoren, het uitbreiden van de netten.

Voor de vereffening van den dienst der bevoorrading is er werkzaam een personeel van 159 personen; volgens de ramingen zal zij, in 1922, 1,831,976 frank kosten.

De Staat zet het bedrijf der koeldiensten voort, waarvoor zijn uitgetrokken 105 millioen als uitgaven en 101 millioen als ontvangens. Men weet hoe de ramingen op zoodanig gebied onzeker zijn.

De huidige inrichting der koeldiensten kan slechts tijdelijk zijn. De Regeering behoeft ze zoo spoedig mogelijk te wijzigen en daartoe de risico's van den Staat en de door dezen te dragen lasten te verminderen door het vastzetten van een kapitaal van 100 millioen.

DE BUITENGEWONE BEGROOTING.

De voorgestelde uitgaven bedragen voor deze begrooting een totaal van 886 miljoen, dus 77 miljoen minder dan de credieten verleden jaar aangenomen voor de uitgaven van dezelfde categorie.

Deze vermindering heeft echter weinig belang. Voor een bedrag van 54 miljoen vloeit zij voort uit het feit, dat de gezamenlijke lasten, voortspruitend uit de leening voor het Muntherstel en uit de tusschenkomst van de Nationale Bank voor de inwisseling der Duitsche marken, gebracht werden op de artikelen 1 en 2 van die begrooting voor een bedrag van 161 miljoen, terwijl zij daar dit jaar zijn uitgetrokken voor slechts 107 miljoen, som die juist de financieele lasten vertegenwoordigt, verschuldigd voor de inwisseling der marken. Daar wij met deze som hebben rekening gehouden, ten minste voor een bedrag van 97 miljoen, bij het hooger verricht onderzoek van de gewone begrooting, zal daarvan geen melding gemaakt worden bij de raming der buitengewone lasten.

Zooals de Algemeene Toelichting het doet opmerken, hebben deze een anderen vorm gekregen sedert den oorlog. Vroeger werden zij geacht overeen te komen met den aangroei van de economische kracht van de natie of met de uitbreiding van het oorlogsmaterieel; thans omvatten zij eene gansche serie abnormale uitgaven veroorzaakt door de gebeurtenissen waarvan wij den terugslag ondergaan, namelijk de ruime toelagen van den Staat om de gevolgen van de economische en sociale crisis, die wij thans doormaken, te verminderen.

Zeer ongelijk is de deelneming van de verschillende ministerieele departementen in de credieten uitgetrokken op deze begrooting.

De Departementen van Justitie, van Buitenlandsche Zaken, van Binnenlandsche Zaken, van Kunsten en Wetenschappen, van Landbouw en Economische Zaken, komen daarbij slechts in aanmerking voor een veertigtal miljoenen. Hoe betrekkelijk klein dit cijfer ook weze, toonen sommige credieten toch een zeer gering blijk van bezuiniging. Er zijn er die bindend zijn voor de toekomst: de Commissie voor de Financiën wil dat, wanneer eene uitgave moet verdeeld worden over verschillende dienstjaren, er elk jaar in de toelichting van de begrooting rekening gegeven worde zoowel van de vroeger gebruikte credieten als van deze die nog zullen gevraagd worden in de toekomst. Ten andere, het bijzonder verslag, dat ons over de buitengewone uitgaven zal onderworpen worden, zal opheffingen en verminderingen voorstellen:

Hebben het grootste aandeel in de begrooting der buitengewone uitgaven de Departementen van Openbare Werken (175 miljoen), van Landsverdediging (141 miljoen), van Nijverheid (36 miljoen) en van Financiën (303 miljoen).

De credieten toegekend voor de twee eerste, Openbare Werken en Landsverdediging, vallen in de klassieke opvatting van de Buitengewone Begrooting.

In een tijdperk van economische slapte zijn de groote openbare werken aan te bevelen, maar in den huidige staat der Staatsfinanciën, en tegenover de taak van heropbouw die zich opdringt, kan men enkel productieve werken aannemen, geen weelde of kostbare « verbeteringen ». Met meerre den nog dan voor de zaken van minder belang, drukt de Commissie voor de Financiën op de noodzakelijkheid, de Kamer in te lichten over de geheele som der uitgaven, waarvan slechts een deel is uitgetrokken op de Begrooting.

Het geheel der credieten, voorgesteld voor de Landsverdediging, bereikt een zeer hoog bedrag. Moesten zulke groote uitgaven gedurende eene reeks van jaren terugkomen, dan zouden daaruit voortvloeien een aanzienlijke vermeerdering van het passief van den Staat en nieuwe lasten voor de gewone Begrooting van de Openbare Schuld. Behalve het omstandig onderzoek der voorgestelde credieten vraagt de Commissie welk het geheele program is, dat men wil ten uitvoer brengen, en welke bij benadering de kosten zijn van dit programma.

Het Departement van Nijverheid en Arbeid draagt den last van het crisisfonds, gebracht op 50 millioen, 40 millioen minder dan het cijfer dat was aangenomen voor het laatste dienstjaar. Kan men de blijvende noodzakelijkheid van dit crediet niet betwisten, toch moet men ten minste aandringen opdat het gebruik van dit crediet zoo geregeld weze dat het de hervatting van den arbeid niet belemmert.

De voornaamste credieten, welke afhankelijk zijn gesteld van het Departement van Financiën, zijn.

- a) Jaarlijksch voorschot van 15 millioen aan de Kolonie, tweede aandeel eener toelage voor een tijdsbestek van tien jaren verleend (art. 170);
- b) Eene bijdrage van 115 millioen (waarvan 90 millioen een interest van 2 t. h. zullen opbrengen) in de uitgaven voor goedkoope wonnigen (art. 171 en 172).

Aan het Strijdersfonds eene toelage van 150 millioen. Eene zelfde toelage wordt voorzien voor de vier volgende dienstjaren.

Ten slotte, de duurtetoeslagen voor de onderscheidene départementen, de Staatsbedrijven uitgezonderd : 58 millioen. De daling der prijzen van de levensmiddelen zal geleidelijk dezelaasten doen verminderen.

De Begrooting der buitengewone uitgaven eischt opmerkingen van algemeenen aard. Ontvangsten en uitgaven, volgens raming voor 1922, in hun geheel genomen, komende zaken tamelijk juist overeen met de tekortschietende balans, vooral wanneer men er aan toevoegt de uitgaven voor eerste oprichting. Dit tekort wordt door de algemeene toelichting op 1,142 millioen frank bepaald. Nu, de credieten, op de buitengewone begrooting uitgetrokken, bedragen 886 millioen frank, en de uitgaven voor eerste oprichting der Staatsbedrijven 237 millioen, dus voor deze twee groepen te zamen 1,123 millioen. In dit totaal getal komt een jaarlijksche last voor van 97 millioen voortspruiten de uit de inwisseling der marken, zaak welke wij in acht hebben genomen bij de

uiteenzetting van de gewone begrooting. Blijft een milliard, dat zal moeten ontleend worden en een last van 50 miljoen frank voor de komende begrooting van 's Lands Schuld zal meebrengen.

Nu, onder de cijfers van zware uitgaven die hierboven werden vermeld, komen er vele voor, die later in onze Begrootingen nog zullen worden vermeld. De toelage van het Strijdersfonds zal later nog 600 miljoen opslurpen. De Openbare Werken en 's Lands Verdediging zullen ingelijks hunne herhaalde eischen blijven stellen.

Slechts met uiterste voorzichtigheid zou de Kamer de uitzonderlijke uitgaven moeten aannemen, die niet worden opgedrongen door volstrekt onbetwistbare noodwendigheden. Laten wij onze puinen opbouwen, onze oorlogsverwoestingen herstellen : dat is vooralsnu onze voornaamste taak. Vooraleer deze taak voltooid weze, vooraleer wij de juiste waarde van den daaruit voortspruitenden last kunnen vaststellen, moeten de werken, die veel geld eischen, wachten.

DE WEDERINVORDERBARE UITGAVEN TER UITVOERING VAN DE VREDESVERDRAGEN.

De som van deze uitgaven bedraagt in 't geheel 2,285 miljoen, welke kunnen onderverdeeld worden als volgt :

Openbare Schuld	471 miljoen.
Onderscheidene Ministeriën	10 id.
Landbouw	53 id.
Openbare Werken	76 id.
Landsverdediging	172 id.
Economische Zaken.	1,246 id.
Spoorwegen, Marine, enz.	254 id.

De in deze Begrooting voorkomende voorstellen gaven aanleiding, in uwe Commissie, tot lange besprekingen betreffende de inkortingen die kunnen gedaan worden en die rechtstreeks den Staat aanbelangen, dewijl het bedrag der door Duitschland te betalen vergoeding op een vooraf bepaald cijfer is vastgesteld. Een bijzonder verslag zal worden opgemaakt om de Kamer, zoo uitvoerig mogelijk, met deze zijde van het vraagstuk der herstellingen vertrouwd te maken.

Wij zullen enkel onderzoeken welke de weerslag van deze Begrooting zal zijn op financieel gebied.

Deze terugwerking levert veel zwaarigheid op voor hetgeen de toekomst betreft.

Voor dit dienstjaar bestaat er evenwicht tusschen uitgaven en inkomsten ; dank zij de voorziene uitbetaling van onze « Prioriteit », schijnt er zelfs een voordeelige balans van 215 miljoen te zijn.

In de tabel der ontvangsten wegens vergoeding vinden wij inderdaad :

Art. 3. — Opbrengst der Deutsche leveringen in natuur. fr.	312 miljoen
Art. 4. — Saldo der Deutsche stortingen in specie	2,142 »

Dit laatste artikel is het gevolg der omzetting in Belgische franks (tegen fr. 2.50 de goudmark) van de volgende sommen :

a) 500 miljoen markgoud aan België in den loop van het jaar 1921 gestort (Zie Bijlage).

b) 580 million markgoud, waarvan de storting verwacht wordt voor het jaar 1922 en die reeds gedeeltelijk uitbetaald zijn. (Algemeene Toelichting, bl. 27.)

Van de opbrengst dezer omzetting wordt ten bate van de gewone Begrooting van 's Lands Middelen (art. 67 en 69) eene som van 545,240,000 frank afgetrokken ; blijft de hierboven gemelde som.

Onze Begrooting steunt dus op de Deutsche betalingen, die in 1922 zullen gedaan worden, en op de toekenning van het grootste deel daarvan aan België.

Wat zal er later gebeuren?

Om zich een benaderend denkbeeld te vormen van wat de begrooting der invorderbare uitgaven in de toekomst wezen zal, moet men de zaak in dit dubbel opzicht beschouwen : uitgaven en ontvangsten.

Geleidelijk zullen de ontvangsten in hunnen aard worden gewijzigd.

Vanaf de eerstkomende dienstjaren zullen de onderscheidene departementen die, uit hoofde der oorlogsschade, vooralsnu nog hun deel hebben in de Begrooting der invorderbare uitgaven, geleidelijk daarvan worden uitgesloten : en deze Begrooting zal geheel worden samengebracht op het Ministerie van Economische Zaken, zoo voor het herstel der verwoeste streken als voor de vergoedingen. En, naar men heden vermoeden mag, zal dit departement zelf, binnen een tijdsverloop van drie tot vijf jaren zijne taak van herstel hebben ten uitvoer gebracht. Dientengevolge zal dan op de Begrooting der invorderbare uitgaven nog slechts het hoofdstuk der schulden blijven.

Dit hoofdstuk omvat, in het ontwerp dat u is onderworpen, de navolgende artikelen :

1. Dienst van de leening van 1921 door het Verbond der Samenwerkende Maatschappijen	fr. 47,096,000
2. Interesten en kosten van de interprovinciale schuld.	107,830,000 (1)
3. Interesten 5 t. h. der titels afgeleverd uit hoofde van herstel van oorlogsschade.	250,000,000
4. Annuïteit aan het Gemeentecrediet.	26,250,000
5. Militaire pensioenen	18,495,200
6. Toelage aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.	22,000,000
TE ZAMEN.	fr. 476,674,200

Naarmate het herstel van de verwoeste streken vordert en de rechtbanken uitspraak doen over de vragen tot vergoeding, zal die som in velerlei mate aangroeien.

Daar de Hooge Commissariaten van de verwoeste streken tot nu toe verbintenissen hebben aangegaan voor een bedrag van anderhalf milliard, moet men uit dien hoofde een last van interesten en aflossing voorzien, die bij benadering zou kunnen beloopt tot 80 millioen frank.

Wat betreft de vergoedingen die nog moeten betaald worden, kan men deze schatten, volgens de aanduidingen die werden megedeeld aan de Commissie voor de Financiën en in de veronderstelling eener beperkende rechtspraak, op 8 tot 10 milliard. Deze sommen, gedeeltelijk te vereffenen, gedeeltelijk in titels uit te geven, zouden ten minste een interest vergen van 400 millioen, met eene aflossing van 80 millioen, om uitgekeerd te worden in veertig jaar.

(1) Dit bedrag is verminderd met 7,200,000 frank ten gevolge van eene pas gesloten overeenkomst met de Nationale Bank.

Het bedrag der titels voor schadeloosstelling beloopt heden ten dage tot 2,200 millioen; de interest van deze titels eischt 110 millioen en de aflossing in veertig jaren zou 1 t. h. meer kosten.

Artikel 3 zou ten slotte vermelden	fr.	480 millioen.
		+ 132 id.

TE ZAMEN.	fr.	612 millioen.
-------------------	-----	---------------

Hetzij eene vermeerdering van 350,000,000 frank op het crediet voor 1922.

Uit hoofde van de schulden der gemeenten, zou eene verhooging van artikel 4 kunnen noodzakelijk worden. Wij willen enkel deze gebeurlijkheid aanstippen.

Wat de militaire pensioenen betreft, zal het thans op de begrooting der wederinvorderbare uitgaven gebrachte crediet eene hoogte-curve volgen naarmate de definitieve vereffeningen geschieden. Indien men beschouwt dat een totaal van credieten van nagenoeg 140 millioen thans aan den Minister van Landsverdediging wordt toegekend voor de oorlogsinvaliden, alsmede voor onderscheidene tegemoetkomingen aan de oudstrijders en aan hunne gezinnen, moet men voorzien dat artikel 4 ten slotte zal vermeerderd worden met fr. 100,000,000 »

Eindelijk, voorziet het Departement der Economische Zaken, voor de burgerlijke slachtoffers, een crediet van 150 millioen. Dit is eene vermindering van het bedrag vermeld bij artikel 6 ten beloope van . . . fr. 128,000,000 »

Het dient te worden aangemerkt dat deze twee laatste schulden niet hetzelfde kenmerk dragen als de lasten der leeningen en der aanspraken op vergoeding, welke blijvende verplichtingen uitmaken; zij zullen van jaar tot jaar verminderen.

Onder voorbehoud van de onzekerheid, welke nog bestaat betreffende deze bedragen, kan men de jaarlijksche lasten van de Begrooting der wederinvorderbare uitgaven ten slotte bepalen op : Totaal 1,100 millioen in ronde cijfers.

Dit totaal zal echter kunnen ingekort worden in de mate waarin de ontvangsten tot vergoeding het te ontleenen of door effecten te vertegenwoordigen kapitaal zullen verminderen. Dank zij de Prioriteit, zou het bovenvermeld totaal met een honderdtal millioenen kunnen verminderd worden.

Welke zullen de ontvangsten zijn?

« In 1923, zegt de Algemeene toelichting (bl. 27), door de betaling van het » saldo onzer prioriteit, zullen onze ontvangsten nog betrekkelijk van betekenis » wezen. »

Dit saldo, rekening houdende met de aanschrijving van 1,205 millioen goudmarken op het dienstjaar 1922 en van de reeds gedane aanschrijvingen op het dienstjaar 1921 (566,000,000 Belgische franks), zal bestaan in 500 tot 600 millioen goudmarken of één en half milliard van onze franks. (Bijlage : brief van 20 Februari). Bovendien, België zal recht hebben op zijn aandeel in de globale vergoeding door Duitschland gestort, behalve aflossing van de Prioriteit, inge-

volge de verbintenis van 16 Juni 1919. Indien, b. v., Duitschland twee milliard stort, zal het aandeel van België 160,000,000 — 66,660,000 mark, of 93 miljoen 330,000 goudmarken of nagenoeg 300 miljoen frank bedragen buiten het saldo van de Prioriteit.

De Begrooting der wederinvorderbare uitgaven, in de veronderstelling dat zij 20 t. h. lager zij dan die van dit jaar, zou dus nog gedekt zijn door de ontvangsten tot vergoeding. Doch er zou geen beschikbaar gedeelte overblijven om de ontvangst uit te maken tot vergoeding der 433 miljoen, welke op de Begrooting van 's Lands Middelen zijn gebracht. Deze ontvangst zou dus enkel op papier bestaan en een tekort van even groot bedrag bemantelen.

Vanaf 1924, eens ons prioriteitsrecht gansch afgelopen, zullen wij een moeilijker tijdperk ingaan. Indien het totaal bedrag der Duitsche stortingen niet drie milliard overschrijdt, zal België's aandeel niet hooger beloopt dan (240,000,000 — 66,660,000) 173,330,000 mark-goud of ongeveer 500 miljoen Belgische franken. Dit cijfer zal slechts verhoogen in de mate van de verhooging van Duitschlands betaalkracht, en in dit opzicht kan men geene ramingen maken.

Dientengevolge zal, te rekenen van 1924, de begrooting der invorderbare uitgaven op een tekort uitkomen; de uitgaven voor herstel zullen moeten bestreden worden door middel van leeningen, waarvan de lasten eene verzwaring zullen zijn op den dienst der titels voor schadeloosstelling. Ofschoon de begrooting dan nog slechts eene tweede begrooting van 's Lands Schuld zal wezen — zooals wij hooger hebben uitgelegd, — zal zij toch haar evenwicht niet vinden dan indien de Duitsche stortingen, wat België betreft, van 500 miljoen tot één milliard frank worden gebracht, dat is indien zij in het geheel tot vijf milliard mark-goud worden verhoogd. En dan nog zal ons de som van 433 milliard ontbreken, die vereischt wordt om de gewone begrooting in evenwicht te brengen (art. 69 van 's Lands Middelen).

SAMENVATTING.

Beschouwen wij in hun geheel de zoo ingewikkelde zijden van de begrooting die ons is onderworpen.

Een punt beheerscht de begrooting van 1922: de inschrijving als ontvangst van 3 milliard te gelden op de Herstellingsprioriteit, die de geallieerde Mogendheden aan België hebben toegestaan. Het incasseeren van deze afbetaling brengt ons een dubbel voordeel: eenerzijds vermindert het aanzienlijk de verplichting beroep te doen op het crediet, anderzijds stelt het van nieuwe fiscale middelen vrij, alvorens het Beheer der Belastingen de toepassing der laatste wetten heeft verzekerd en er de opbrengst heeft kunnen van schatten.

Het nauwkeurig onderzoek der begrooting wijst nochtans op een toestand vol moeilijkheden:

a) Wanneer men van de gewone begrooting twee ontvangsten aftrekt, die slechts op het papier bestaan, namelijk de voorafnemingen van 165 miljoen op de begrooting der Staatsbedrijven en van 97 miljoen op de begrooting der buitengewone uitgaven, en eene ontvangst van 433 miljoen die moet verdwijnen na de vereffening van de Prioriteit, sluit deze begrooting met een tekort van 700 miljoen.

b) De Staatsbedrijven komen in dit tekort voor eene som van 165 miljoen, bedrag van de financieele lasten die zij zouden moeten vergoeden door hunne eigen hulpbronnen.

c) De buitengewone uitgaven, gevoegd bij de uitgaven van eerste instelling der Staatsbedrijven, brengen eene vermeerdering van de Openbare Schuld mede, die geschat wordt op ongeveer 1 milliard.

d) Eens de Prioriteit vereffend, zal de begrooting der invorderbare uitgaven zelve een belangrijk tekort nalaten.

De Gewone Begrooting wordt voorzeker verzwaard door schuldlasten die overeenkomen met de uitgaven tot herstel gedaan voor rekening van Duitschland; maar de Minister van Financiën heeft wijs gehandeld ze daarop uit te trekken. Eene gevaarlijke illusie zou er uit voortspruiten, zoo men deze lasten moest brengen op de Begrooting der invorderbare uitgaven, want het blijkt niet dat men er een tegenwicht voor vinden kan door middel van de overschotten dezer laatste begrooting, ten minste in de naaste toekomst.

Om het opvallend verschil tusschen de normale ontvangsten en uitgaven van de Gewone Begrooting te bestrijden, moeten er verschillende middelen gevonden worden.

In het industrieel beheer der Staatsbedrijven zal nieuwe vooruitgang moeten gemaakt worden; zij zullen ten andere begunstigd worden door de dalingscurve der prijzen.

Een zekere opbrengst zou kunnen bekomen worden uit het kapitaal aan marken, dat uit den omloop werd getrokken; de toestand van de geldmarkt laat echter weinig toe te hopen dat die opbrengst tegen de overeenkomende lasten opwege.

Afgezien van deze twee punten, eischt het begrootingsevenwicht in de eerste plaats de zoo opgehemelde en zoo moeilijk te verwezenlijken bezuiniging.

Het is een feit dat verspilling en onverschilligheid door den oorlog een gewoonte zijn geworden, tegen dewelke het hoog tijd is in te gaan; anderzijds hebben de openbare diensten eene zoo buitengewone uitbreiding gekregen, zij moesten beantwoorden aan zoovele nieuwe noodwendigheden dat men onmogelijk de uitbreiding van het meerendeel der bestuursinrichtingen in globo kan veroordeelen. Daar is een zeer zware arbeid te verrichten om alles weer in goeden staat te brengen, zooals de Regeering zich voorstelt het te doen. (Algemeene Toelichting, bl. 26.)

De misbruiken van ambtenarij die den Staat ten gronde helpt zoowel door de kosten die zij medebrengt als door de krachten die zij opslorpt, moet men bestrijden. In de behandeling van dit vraagstuk van een bijzonder standpunt uit, zei de algemeene verslaggever van de Fransche Begrooting zeer terecht : « De veelvuldigheid van de graden en van de toezichtsmiddelen kost dikwijls meer aan den Staat dan het hem opbrengt, wanneer men aldus honderden en duizenden uren zeer nuttig werk in beslag neemt, om verbeteringen van dikwijls zeer gering belang te bekomen ⁽¹⁾. »

Anderzijds, met het oog op den staat van onze Begrooting moet men van sommige noodzakelijke dingen afzien, namelijk van de luxe-werken, van de tusschenkomst van den Staat in alles en overal, van de al te kostbare verbeteringen.

Tweede voorwaarde : Vermeerdering van de ontvangsten. Verduiken wij het ons niet dat er nieuwe belastingen noodig zullen zijn binnen zeer korten tijd. Men moet evenwel niet anders dan zich aansluiten bij de gedachten van den Minister van Financiën. Op dit oogenblik, na de oprichting van eene nieuwe fiscale organisatie, kan de vermeerdering der ontvangsten slechts gevestigd worden van eene wel geregelde toepassing der pas goedgekeurde wetten. Door te veel nieuwigheden in te voeren in zake belastingen, zou men aan het Bestuur eene al te zware taak opleggen en tot eenen verkeerden uitslag komen.

Daarenboven volstaat het niet, belastingen goed te keuren om zich aanzienlijke en duurzame middelen aan te schaffen. Meer dan een land heeft de ervaring opgedaan, dat de fiscale wetten buiten sommige grenzen haar doel missen. Uit de tenuitvoerlegging der nieuwe fiscale wetten zal blijken in welke mate zij in de toekomst vruchten kunnen afwerpen.

Inzonderheid zullen de buitengewone uitgaven de aandacht der Kamer moeten gaande maken. Moesten zij, zooals uit de Algemeene Toelichting blijkt, gedu-

(1) BOKANOWSKI, Rapport sur le Budget de 1922, p. 50.

rende enkele jaren nog even aanzienlijk blijven als zij thans op de Begrooting voorkomen, dan zou men 2 tot 3 honderd miljoen meer moeten inschrijven op den dienst van 's Lands Schuld. Deze cijfers zouden dan moeten toegevoegd worden aan het vermoedelijke normale tekort der Gewone Begrooting.

Ten slotte, zal de Begrooting der invorderbare uitgaven, welke thans, dank zij ons Prioriteitsrecht, een overschot heeft, in eene naaste toekomst, op een tekort uitkomen. Totnogtoe kon de hoegrootheid dezer begrooting in de toekomst niet worden geraamd. Thans kunnen wij, dank zij de inlichtingen door den Minister van Economische Zaken aan de Commissie voor de Begrooting verstrekt, de lasten voor het herstel met eenige benadering ramen.

Zooals werd gezegd, is het bedrag van dezen last een der hoofdfactoren van onzen financiële toestand, en deze factor is des te geduchter daar hij maar slecht gekend is. Een nieuw tijdstip gaat in, gedurende hetwelk de kwestie geleidelijk tot klaarheid zal komen. Van nu af aan schijnt het dat eene blijvende uitgave van meer dan een milliard zal voortduren, wanneer, eens het herstel der verwoeste gewesten voltrokken en de vergoedingen tot herstel gedaan zijnde, deze begrooting zich zal beperken tot een dienst van schulden en pensioenen.

Daarentegen blijft het bedrag der annuïteiten, welke Duitschland ons na de vereffening der Prioriteit zal storten, in het domein der gissingen. Het is te vreezen dat, gedurende verscheidene jaren, de totale storting geen 3 milliard goud marken bedraagt, of voor België's aandeel ongeveer 500 miljoen frank, na aftrek van de aflossing der Prioriteit, zoodat eene som van ten minste gelijk bedrag door de leening zou moeten gedekt worden.

Hoe beter wij de herstellingslasten kennen, welke de oorlog ons heeft nagelaten en welke het Vredesverdrag op de rekening van Duitschland heeft gezet, hoe duidelijker het blijkt dat de staat van betaling, door de geallieerden vastgesteld, ons slechts een minimum toekent, bij gebreke waarvan wij het tekort niet zullen te boven komen. Zonder op te houden bezuiniging te eischen in het werk tot herstel, evenals in de overige diensten van den Staat, kan men er niet aan denken, dit werk onvoltooid te laten, in weerwil van de rechtvaardigheid.

Uwe Commissie erkent dat bij al de gelegenheden, waar België's schuldvordering werd besproken, waar de Prioriteit moest verdedigd worden, de Regeering krachtadig en met bijval de onaantastbare rechten van ons Land heeft voorgestaan.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
